

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

JEUDI 18 JANVIER 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

DONDERDAG 18 JANUARI 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 16 par M. Herman De Croo, président.

Ministre du gouvernement fédéral présent lors de l'ouverture de la séance : M. Guy Verhofstadt

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Raisons de santé : Alexandra Colen et Corinne De Permentier

En mission : Daniel Ducarme

En mission à l'étranger : Patrick Moriau

À l'étranger : Ludo Van Campenhout

Empêchée : Sabine Lahaye-Battheu

Gouvernement fédéral

André Flahaut, ministre de la Défense : en mission à l'étranger (Congo)

Peter Vanvelthoven, ministre de l'Emploi : en mission à l'étranger

Prestation de serment**01 Admission, vérification des pouvoirs et prestation de serment de M. Dominique Van Roy**

Le **président** : Mme Anne Barzin, représentante de la circonscription électorale de Namur, est démissionnaire en date du 17 janvier 2007.

M. Willy Borsus, premier suppléant de la liste sur laquelle figurait Mme Anne Barzin, se désiste par lettre du 15 janvier 2007. Le deuxième suppléant appelé à la remplacer est M. Dominique Van Roy.

L'élection de ce dernier, comme membre suppléant de la Chambre, a été validée au cours de la séance du 5 juin 2003. Comme la vérification complémentaire, prévue par l'article 235 du Code électoral, ne porte que sur la conservation des conditions d'éligibilité, il apparaît que cette vérification n'a qu'un caractère de pure formalité.

Je vous propose donc de passer aussitôt à l'admission de M. Dominique Van Roy comme membre de la Chambre, sans renvoi à une commission de vérification des pouvoirs.

Pas d'observation ? (*Non*)

Je proclame M. Dominique Van Roy membre de la Chambre des représentants.

Je rappelle les termes du serment: « Je jure d'observer la Constitution » « Ik zweer de Grondwet na te leven » « Ich schwöre die Verfassung zu beachten ».

Je prie M. Dominique Van Roy de prêter le serment constitutionnel.

M. Dominique Van Roy prête le serment constitutionnel en français. (Applaudissements sur tous les bancs)

M. Dominique Van Roy fera partie du groupe linguistique français.

Questions

02 Questions jointes de

- Mme Nahima Lanjri au premier ministre sur "l'arrêté d'exécution de la loi anti-discrimination" (n° P1714)

- M. Filip De Man au premier ministre sur "l'arrêté d'exécution de la loi anti-discrimination" (n° P1715)

- Mme Annelies Storms au premier ministre sur "l'arrêté d'exécution de la loi anti-discrimination" (n° P1716)

02.01 Nahima Lanjri (CD&V) : Adoptée il y a près de quatre ans déjà par la Chambre, la loi anti-discrimination dispose sans équivoque que les victimes présumées de pratiques discriminatoires doivent pouvoir démontrer l'existence de ces dernières par le biais de tests de situation. La mise en œuvre de ces tests requiert toutefois la promulgation d'un arrêté royal qui se fait, en dépit de nos insistances répétées ici-même, toujours attendre.

Or, le premier ministre et le ministre de l'Intégration sociale sont appelés aujourd'hui, par le biais d'une citation à comparaître qui leur a été adressée dans le cadre d'une procédure civile, à se justifier quant à la non-promulgation de l'arrêté précité. À juste titre, estimons-nous, car les lois ont pour vocation d'être mises en œuvre et leur non-exécution équivaut à administrer un camouflet au Parlement.

Quelle est la réaction du gouvernement face à cette citation ? Quand l'arrêté d'exécution sera-t-il enfin publié ? Dans quel cadre les tests de situation pourront-ils être mis en œuvre ? Car si le cadre est tel que les tests ne peuvent, de fait, être effectués en raison des conditions requises – comme, par exemple, la présence obligatoire d'un huissier – les choses n'avanceront évidemment guère davantage.

Bien que l'on prétende, dans les milieux VLD, que le CD&V est un parti dépourvu d'idées, nous avons formulé des propositions constructives pour la mise en œuvre concrète de ces tests. À notre estime, ils doivent être effectués, sous la surveillance d'un responsable du test, par des personnes assermentées. Le responsable du test pourrait être, par exemple, un fonctionnaire de l'inspection sociale qui serait en charge du bon déroulement des tests. La possibilité de confier la mise en œuvre des tests de situation à un huissier de justice doit être prévue, mais il ne peut pas s'agir d'une obligation. Dans le cas contraire, les tests ne constitueraient qu'un emplâtre sur une jambe de bois.

02.02 Filip De Man (Vlaams Belang) : La loi anti-discrimination était une belle illustration de l'influence croissante du politiquement correct sur la pensée et l'action des gens. Cette loi a été adoptée avec le concours des libéraux flamands, qui ont pourtant été, par le passé, les grands défenseurs de la liberté.

Il s'avère aujourd'hui qu'un candidat du Parti Démocratique Musulman a assigné le premier ministre et l'un de ses ministres devant le tribunal civil parce que, selon ses dires, l'accès à une discothèque lui a été refusé pour des motifs racistes. Le parquet semble toutefois d'un autre avis à ce sujet.

M. Verhofstadt est donc victime d'un effet boomerang. Comment réagira-t-il à l'exigence de ses partenaires de la coalition d'envoyer sur le terrain des 'gardiens du politiquement correct' ? Le premier ministre a déclaré par le passé qu'il n'y était pas tellement favorable étant donné qu'une société de délation serait ainsi instaurée. Accédera-t-il néanmoins à la demande de ses partenaires de gauche de la coalition ?

02.03 Annelies Storms (sp.a-spirit) : En 2003, la Chambre a adopté une loi débordant de beaux principes mais dont les faiblesses sont apparues au grand jour au début de cette semaine. En effet, il reste difficile, pour les victimes, de démontrer l'existence d'une discrimination. Le législateur a disposé que, dès qu'il y a présomption de discrimination, il appartient à la partie adverse d'apporter la preuve contraire.

Il incombe désormais au gouvernement de faire en sorte que les victimes puissent fournir une preuve formelle de la discrimination, en assurant la sécurité juridique tant des victimes que des auteurs. Comment le gouvernement s'y prendra-t-il ?

02.04 **Guy Verhofstadt**, premier ministre (*en néerlandais*) : Je répondrai aux questions de Mmes Lanjri et Storms. Au fond, M. De Man n'a pas posé de question, il a seulement fait comprendre qu'il s'oppose à toute forme de législation anti-discrimination. Pour lui, la liberté implique surtout la possibilité de se livrer à des discriminations. Je ne partage pas cet avis. Pour ma part, le racisme ne relève pas de l'autonomie des gens. Si c'était le cas, la société deviendrait une jungle. (*Tumulte et protestations sur les bancs du Vlaams Belang*)

Il est exact que conformément à la loi, un arrêté royal doit régler la mise en oeuvre des tests de situation. Les discussions ont davantage porté sur l'exécution que sur le contenu de la loi. Nous avons atteint un consensus au sein du gouvernement pour donner davantage de compétences au juge. Dans les semaines à venir, un projet de loi modifiant la législation anti-discrimination et exécutant la directive européenne à la lettre sera déposé au Parlement. La législation anti-discrimination est d'ailleurs une conséquence de la directive européenne 2043. Nous n'allons pas décrire ces tests de façon bureaucratique ni préciser qui peut y recourir, mais nous reprenons littéralement l'article 8 de la directive européenne 2043 qui dispose que chaque législation nationale doit inclure un règlement permettant au juge de renverser la charge de la preuve dans le cas de suspicions ou de faits de discrimination. Le défendeur devra prouver qu'il n'est nullement question de discrimination. Nous évitons ainsi une discussion sur les tests de situation et partant, le débat sur la question de savoir qui doit s'en charger.

02.05 **Nahima Lanjri** (CD&V) : Soit le premier ministre ne comprend pas le problème, soit il tente de s'en tirer à bon compte, car sa réponse est vraiment hors de propos. Le Parlement a adopté les tests de situation, ceux-ci doivent donc être mis en oeuvre. Cela n'a absolument rien à voir avec le futur projet de loi réformant la loi anti-discrimination, en exécution de la directive européenne.

Le premier ministre dit sans doute à raison que M. De Man n'a pas pour objectif de s'attaquer au racisme, mais je m'interroge sur ses intentions et celles de son parti. Il n'exécute pas la loi adoptée par le Parlement, mais il la modifie. Il nous explique tout simplement que les tests de situation ne sont pas nécessaires. Or, ces tests constituent précisément le moyen de prouver de possibles discriminations ou de démontrer leur absence. Il convient de fixer un cadre définissant dans quelles circonstances le test doit pouvoir être réalisé, de manière à reléguer aussi dans le passé, et explicitement, les faux tests.

Le premier ministre essaie de duper les électeurs mais je puis d'ores et déjà lui assurer que ses tentatives resteront vaines. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

02.06 **Filip De Man** (Vlaams Belang) : Le remède sera donc encore pire que le mal. La scandaleuse loi continue en tout cas d'exister. Un propriétaire qui souhaite louer son logement ou son immeuble ne pourra plus le faire en toute liberté. Et si, à l'avenir, des exploitants du secteur horeca ont des difficultés avec certaines personnes, ils n'auront pas d'autre choix que de voir périlcliter leur commerce. Telle sera la réalité dans les grandes villes puisque la loi en dispose ainsi. Dans le passé, les libéraux prônaient encore la liberté ; aujourd'hui, ils poignardent les indépendants et les propriétaires dans le dos. (*Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang*)

02.07 **Annelies Storms** (sp.a-spirit) : Dans la déclaration de politique générale, le premier ministre affirmait que l'important n'est pas d'où l'on vient mais bien où l'on va. Il est néanmoins établi que pour un trop grand nombre de gens, leur origine influence défavorablement leur futur. Le gouvernement a le devoir d'extraire ces personnes de leur précarité. Je n'ai pas encore examiné le texte mais si l'octroi d'une grande liberté d'appréciation au juge constitue la solution, je peux *a priori* y adhérer. Des garanties doivent toutefois exister pour que la victime ne soit pas renvoyée d'un endroit à l'autre. En vertu de la sécurité juridique, il s'agit de déterminer les preuves acceptables et celles qui ne le sont pas. Il y a une manière imparable de démontrer une discrimination. Nous espérons que cela figurera dans l'amendement.

L'incident est clos.

03 Questions jointes de

- **M. Dirk Claes au premier ministre sur "l'annonce de la date des élections" (n° P1717)**

- **M. Gerolf Annemans au premier ministre sur "l'annonce de la date des élections" (n° P1718)**

03.01 Dirk Claes (CD&V) : Les élections fédérales auront lieu le 10 juin 2007. En 2003, le premier ministre avait pourtant évoqué deux raisons pour organiser anticipativement des élections le 18 mai ; d'une part, les étudiants qui pourraient aller voter en toute sérénité et, d'autre part, les familles dont les enfants ne sont pas encore soumis à l'obligation scolaire et les retraités qui partent souvent en vacances en juin. En 2003, des membres du gouvernement ont fait des promesses aux organisations d'étudiants. Aujourd'hui, la date du 10 juin a malgré tout été retenue. C'est une date qui, pour trois raisons, tombe mal pour les étudiants : le droit de vote passif, car l'étudiant souhaite pouvoir émettre son vote lui-même ; le droit électoral actif, car l'étudiant souhaite pouvoir participer lui-même aux élections et il est difficile de mener campagne en pleine période d'examen ; enfin, la réforme électorale prévoit d'abaisser l'âge des suppléants de 30 à 18 ans pour que les étudiants puissent éventuellement être appelés comme suppléants.

Pourquoi n'a-t-il pas été tenu compte de la demande des organisations d'étudiants qui a pourtant été exprimée en temps utile le 17 octobre 2006 ? Le gouvernement est-il encore disposé à chercher une date plus appropriée ?

03.02 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Je suis allé rechercher l'argumentation développée par le premier ministre en 2003 pour avancer la date des élections. Chacun pensait à l'époque qu'il entendait jeter prématurément l'éponge, mais le premier ministre a assuré qu'il fallait chercher la raison ailleurs. On pouvait lire dans le *Tijd* du 9 janvier 2003 que le 15 juin était mal choisi pour les étudiants en pleine période d'examens ainsi que pour nos compatriotes qui partent tôt en vacances. D'autres membres de la majorité se sont livrés à des déclarations semblables. Certains ont également fait valoir que les négociations en vue de la formation d'un gouvernement nécessiteraient peut-être davantage de temps. M. Slangen affirmait dans le *Morgen* du 11 janvier 2003 qu'on notait à chaque élection une augmentation de 8 % du nombre d'électeurs, qu'il s'agissait principalement d'étudiants et que, pour ces derniers, la période des examens n'était pas propice à l'information.

Cette année, les élections fédérales se dérouleront pourtant au mois de juin. Pourquoi nous présente-t-on soudain une tout autre argumentation ? Quelles sont les vraies raisons de ce choix ?

03.03 Guy Verhofstadt, premier ministre (en néerlandais) : Je constate que M. Annemans est nostalgique de la date fixée pour les élections de 2003. Sans doute l'est-il aussi des résultats de l'époque ? (*Tumulte sur les bancs du Vlaams Belang*)

Pour fixer la date des élections, nous avons certes cherché à tenir compte des arguments évoqués. Deux nouveaux impératifs doivent néanmoins être pris en considération cette fois. Tout d'abord, l'arrêt du 26 mai 2003 de la Cour d'arbitrage dispose que nous devons organiser des élections au sein des actuelles circonscriptions électorales dans un délai de quatre ans après la constitution complète du précédent Parlement. Les élections doivent donc être organisées avant le 19 juin 2007 (*Tumulte sur les bancs du Vlaams Belang*). Peut-être cet arrêt n'a-t-il aucune valeur pour le parti de M. Annemans, mais il en a pour nous ! (*Protestations du Vlaams Belang*)

Une telle disposition figure en effet expressément dans l'arrêt de la Cour d'arbitrage et le gouvernement s'y soumet. Si les circonscriptions électorales sont les mêmes, nous devons organiser les élections dans le délai que j'ai cité, comme en dispose la plus haute juridiction du pays.

Nous avons par ailleurs déposé un budget présentant un excédent de 0,3 % du produit intérieur brut. Nous voulons prendre toutes les mesures pour exécuter un budget en équilibre voire en excédent.

Nous procéderons à un contrôle budgétaire classique en mars de cette année. Si cela devait s'avérer nécessaire pour parvenir à l'excédent de 0,3 %, je suis disposé à encore déposer une loi-programme au Parlement après les vacances de Pâques. Nous aurons encore besoin de deux semaines à cet effet après les vacances de Pâques. (*Cris sur les bancs du Vlaams Belang*)

Le fait que nous serons parvenus durant huit années d'affilée à clôturer un budget en équilibre ou présentant un excédent ne semble pas intéresser le Vlaams Belang, et ce contrairement par exemple à la question des discriminations. (*Protestations sur les bancs du Vlaams Belang*)

La Chambre sera alors dissoute fin avril, début mai et puisque quarante jours nous amènent au 10 juin, les élections seront organisées ce jour-là.

03.04 Dirk Claes (CD&V) : Chacun sait que ce contrôle budgétaire n'aura d'autre raison d'être que de sauver les apparences. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

Le premier ministre ne parvient pas à contourner l'arrêt de la Cour d'arbitrage car la solution qu'il préconise est contraire à l'esprit et à la lettre de cet arrêt. Le législateur a donné au gouvernement une législature entière pour résoudre le problème, mais la violette n'y est pas parvenue.

Une discrimination subsiste par ailleurs entre les candidats de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV) et ceux des autres provinces car à BHV, des candidats extérieurs à la circonscription électorale peuvent se présenter sur la liste. Contrairement aux candidats de la circonscription électorale de Louvain, les candidats de BHV peuvent par ailleurs obtenir des voix d'électeurs extérieurs à la circonscription électorale. Cette situation est susceptible de créer des problèmes.

Je n'ai rien entendu concernant les 300.000 étudiants. Ils savent au moins désormais que les intérêts politiques de la majorité sont plus importants que les leurs et partant, ils savent également pour qui ils ne doivent pas voter le 10 juin. (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

03.05 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Notre premier ministre est un incorrigible menteur. À l'occasion d'une question précédente, il nous reprochait encore de vouloir nous livrer à des pratiques discriminatoires et voilà qu'il affirme à présent que mon parti n'a cure des arrêts de la Cour d'arbitrage. Or, il n'en a jamais dans le vif du sujet. Tous les arguments qu'il invoquait en 2003 pour avancer la date des élections semblent aujourd'hui s'être évaporés. En vérité, le premier ministre ne fait qu'exécuter ce que M. Slangen lui dicte. Il s'agissait donc de trouver la date la plus appropriée, et tout comme dans le scénario d'il y a quatre ans, les étudiants ou les vacanciers n'ont strictement rien à voir là-dedans. Le PS a notamment exigé que les élections aient lieu après l'élection probable de Mme Ségolène Royal, candidate à la présidence de la France. Ce sont donc les francophones qui ont tranché pour les électeurs flamands, et le premier ministre et son parti rampent devant le PS, acceptant servilement ses oukases.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Greta D'hondt au premier ministre sur "l'ouverture du marché du travail aux travailleurs étrangers" (n° P1719)

04.01 Greta D'hondt (CD&V) : Lorsque dix nouveaux États membres ont rejoint l'Union européenne en 2004, la Belgique a décidé de ne pas ouvrir immédiatement ses frontières à la main-d'œuvre étrangère. Une période transitoire a été instaurée jusqu'au 1er mai 2006, de manière à pouvoir légiférer. Nous avons toutefois constaté au début de l'année 2006 que la coalition violette n'avait toujours pas pris les mesures nécessaires et qu'elle souhaitait un report.

Le CD&V a toujours été favorable à l'ouverture des frontières pour les travailleurs étrangers, si toutefois quatre conditions sont remplies. Ces conditions correspondent à celles avancées par le ministre Vanvelthoven. À l'heure qu'il est, deux conditions seulement sont remplies. Il faudra agir rapidement si l'on souhaite encore régler cette question pour le 1er mai 2007. Où en est ce dossier ?

04.02 Guy Verhofstadt, premier ministre (*en néerlandais*) : Nous ne partageons pas sur le sujet la même vision que Mme D'hondt qui ne souhaite guère poser d'entraves à l'ouverture des frontières. Nous avons toujours posé quatre conditions. (*Protestations sur les bancs du CD&V*)

L'objectif en ce qui concerne la date limite pour l'ouverture des frontières a d'ailleurs toujours été la mi-2007.

La question de la notification préalable obligatoire en cas de travail frontalier a été réglée dans le cadre de la loi-programme. L'administration prépare un projet concernant la responsabilité solidaire en matière de

conditions salariales et de travail lors de la mise à disposition de travailleurs étrangers. Ce projet sera déposé au Parlement après approbation par le Conseil des ministres. La troisième condition portait sur la conclusion d'un accord de coopération entre les services d'inspection afin de pouvoir mieux lutter contre les abus. Un service d'information et de recherche sociale a été institué à cet effet par le biais de la loi-programme. En ce qui concerne le droit d'action de travailleurs et d'organisations de travailleurs étrangers devant les tribunaux belges, un projet a été transmis au Conseil national du travail (CNT). L'avis du CNT est à présent intégré dans le projet, qui sera ensuite soumis pour avis au Conseil d'État.

Je pense que les quatre conditions pourront encore être réunies au cours de cette législature. Un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres pourra ensuite être promulgué immédiatement.

J'estime qu'il est tout aussi important que nous nous soyons attelés entre-temps, comme promis, à la mise en œuvre de la procédure simple pour la délivrance des permis de travail. Les travailleurs étrangers exerçant des professions critiques auront ainsi beaucoup plus facilement accès à notre marché de l'emploi.

04.03 Greta D'hondt (CD&V) : Le premier ministre démontre une fois de plus qu'il n'écoute jamais les autres. J'ai clairement affirmé qu'en ce qui concerne le CD&V, quatre conditions devaient être remplies mais le premier ministre y répond sans vergogne que je préconise tout simplement l'ouverture des frontières. J'en ai vraiment par-dessus la tête de ce genre de balivernes ! (*Applaudissements sur les bancs du CD&V*)

La réponse actuelle ne diffère pas de ce qui nous avait déjà été dit en commission début novembre 2006. Le gouvernement pêche donc par immobilisme. Le premier mai approche à grands pas mais le premier ministre ne peut qu'espérer que les choses s'arrangeront d'ici là – trois ans après la date initialement prévue. En ridiculisant les autres, il cherche à dissimuler que son gouvernement ne mène qu'une politique d'annonces.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Fonction publique, de l'Intégration sociale, de la Politique des grandes villes et de l'Égalité des chances sur "l'augmentation du nombre de clients dans les restaurants sociaux et de colis alimentaires" (n° P1722)

05.01 Hilde Vautmans (VLD) : En 2005, 250.000 personnes ont recouru à l'aide alimentaire et, en 2006, elles étaient même 450.000. Il est frappant de constater que de jeunes mères de famille sombrent de plus en plus souvent dans la pauvreté. De même, le nombre de personnes qui fréquentent les restaurants sociaux connaît une augmentation spectaculaire.

Quelles initiatives le ministre envisage-t-il de prendre pour les mères de famille isolées, séparées, qui vivent dans la pauvreté ? J'insiste pour que des mesures spécifiques soient prises. Quand le grand débat promis en commission par le ministre aura-t-il lieu ? Espérons qu'il pourra encore se tenir durant la présente législature. Je suis convaincue qu'avec son plaidoyer pour la participation au travail, mon parti formule la meilleure proposition pour prévenir la pauvreté.

05.02 Christian Dupont, ministre (en néerlandais) : L'augmentation du nombre de personnes faisant appel aux banques alimentaires n'est pas un phénomène nouveau. Nous avons rassemblé à ce sujet des données dans tout le pays et écouté tous les acteurs. Un rapport a ensuite été rédigé sur la base de toutes ces données et nous nous efforçons à présent de le mettre au mieux en pratique. Le gouvernement a pris de nombreuses mesures : instauration du bonus à l'emploi, augmentation du maximum à facturer, primes de scolarité, fonds mazout, augmentation du salaire minimum et du revenu d'intégration, liaison au bien-être des prestations, réduction de la TVA dans le secteur des logements sociaux, mention obligatoire des loyers et enregistrement obligatoire des baux. L'énergie et le loyer constituent une part considérable des frais courants et c'est précisément dans ces domaines que le gouvernement a pris les mesures les plus importantes. Il est inadmissible que la pauvreté gagne encore du terrain et prenne de nouvelles formes. Le problème est complexe et requiert encore plus de mesures, entre autres en matière de prestations minimum et pour combler le fossé numérique, qui a des répercussions au niveau du marché de l'emploi.

05.03 Hilde Vautmans (VLD) : Le gouvernement a en effet pris de bonnes initiatives pour lutter contre la pauvreté, mais il faudra y consacrer un nouveau débat. Nous demandons des mesures spécifiques en faveur des parents isolés et des chômeurs de longue durée, qui peuvent être aidés par le biais d'un emploi de

proximité. L'emploi constitue toujours la meilleure protection sociale.

L'incident est clos.

06 Questions jointes de

- **M. Guido De Padt** au ministre de la Mobilité sur "l'instauration de la vignette routière" (n° P1723)

- **M. François Bellot** au ministre de la Mobilité sur "l'instauration de la vignette routière" (n° P1724)

06.01 Guido De Padt (VLD) : La Région flamande entend instaurer, à partir du 1^{er} janvier 2008, une vignette routière s'appliquant à tous les usagers de la route, sur toutes les voiries. Les Régions bruxelloise et wallonne se rallient à cette initiative. Le prix de la vignette sera de 60 euros par an, montant à compenser par le biais de la taxe de la circulation pour les ressortissants belges. L'Allemagne et les Pays-Pas doutent que la vignette réponde aux critères européens. Un professeur de la KULeuven confirme dans *De Tijd* que le remboursement du montant aux conducteurs belges constitue une discrimination à l'égard des autres ressortissants européens. La vignette routière emportera-t-elle l'adhésion des instances européennes ?

Selon Mme Van Brempt, la ministre flamande de la Mobilité, la date du 1^{er} janvier 2008 est tributaire de la diligence avec laquelle le gouvernement fédéral met en œuvre certaines mesures. De quelles mesures fédérales s'agit-il ? La date pourra-t-elle être respectée ?

06.02 François Bellot (MR) : Quelles sont vos intentions vis-à-vis de la vignette de courte durée ? Envisagez-vous par ailleurs des mesures fiscales particulières ?

Pour ce qui est des poids lourds, envisagez-vous une modification particulière du système actuel ? Quelles sont les dispositions que vous comptez prendre pour la reconnaissance des routes à grand gabarit de notre pays qui implique notamment une concertation avec les Régions ?

06.03 Renaat Landuyt, ministre (*en néerlandais*) : La véhémence de la réaction des Pays-Bas est pour le moins étonnante, le pays ayant lui-même annoncé en décembre 2005 l'instauration d'une taxe kilométrique pour l'utilisation des routes, dont le montant serait par ailleurs déduit de la taxe automobile.

Il existe déjà une directive européenne pour les camions à partir de 3,5 tonnes. Nous disposons donc d'un cadre européen fixant certaines conditions pour l'introduction d'une vignette routière. Si les Régions instaurent une telle vignette en Belgique au 1^{er} janvier 2008, les conditions fixées par l'UE seront respectées.

Nous constatons dans toute l'Europe une tendance à taxer les usagers de la route plutôt que les habitants d'une région. La Belgique est un pays de transit. Nous payons dès lors des routes empruntées par tous les Européens. Nous tentons donc - dans le cadre d'un dialogue constructif - d'aboutir à une plus grande égalité au niveau européen en demandant à chacun de contribuer de manière identique.

Les Régions sont parvenues à un accord sur la répartition des recettes de la vignette routière. Les autres modalités font encore l'objet de négociations. A la demande des gouvernements régionaux, le gouvernement fédéral examine les aspects techniques de la mise en œuvre d'une telle mesure. La répartition des compétences nous oblige à coopérer.

06.04 Guido De Padt (VLD) : Quelles initiatives doivent encore être prises par le gouvernement fédéral ? Ou la question relève-t-elle plutôt de la compétence du ministre des Finances ?

Je ne suis pas opposé au paiement d'une taxe par les usagers de la route mais j'espérais que l'on opérerait pour une taxe kilométrique intelligente qui tiendrait compte du degré de pollution de la voiture ainsi que de l'heure et de l'endroit où l'on circule, comme proposé par le SERV. Une taxe forfaitaire de 60 euros ne tient pas compte de tous ces éléments. On ne peut par ailleurs pas écarter le risque que l'Europe n'approuve pas le principe de cette vignette.

06.05 François Bellot (MR) : La vignette de courte durée a-t-elle déjà fait l'objet de négociations ? Y êtes-vous favorable ? C'est très important du point de vue de l'activité touristique.

06.06 Renaat Landuyt, ministre (*en français*) : La modification des lois fiscales est de la compétence de

M. Reynders.

L'Europe demande, en cas d'introduction d'une variabilité, qu'elle ait un rapport avec l'utilisation de la route. L'Europe, dans son ensemble, est plutôt contre.

En ce qui concerne la vignette de courte durée, le débat est ouvert. Mais je suppose que toute personne soucieuse du tourisme y sera favorable.

L'incident est clos.

07 Question de M. Jef Van den Bergh au ministre de la Mobilité sur "la place des cyclomoteurs de classe B sur la voie publique" (n° P1725)

07.01 Jef Van den Bergh (CD&V) : L'arrêté royal du 28 décembre 2006 dispose que les cyclomoteurs jusqu'à la catégorie B pourront à nouveau emprunter les pistes cyclables en agglomération dès le 1^{er} mars 2007. Cette modification d'une mesure assez récente n'a guère fait l'objet de concertations.

Les cyclomoteurs ne sont tenus de rouler sur la chaussée en agglomération que depuis le 1^e janvier 2005. Cette disposition est à présent une nouvelle fois modifiée sans évaluation préalable. Il est pourtant logique que les cyclomoteurs capables d'atteindre 45 km/h empruntent la chaussée en agglomération puisque que la différence de vitesse par rapport au trafic automobile y est nettement moins importante que la différence par rapport aux cyclistes sur les pistes cyclables. Aux Pays-Bas, où les cyclomoteurs roulent déjà sur la chaussée depuis 1999, la mesure a fait l'objet d'une évaluation qui a révélé une baisse de 31 % du nombre de victimes de la route, de 32 % pour les cyclistes et de 38 % pour les piétons.

Pourquoi modifie-t-on à nouveau le Code de la route et pourquoi ce changement est-il intervenu sans concertation ni évaluation ? Pourquoi cette modification n'a-t-elle pas été évoquée lors des consultations organisées par la Commission fédérale pour la Sécurité routière sur le thème de la simplification du Code de la route, de manière à permettre au *Fietzersbond* de réagir ?

07.02 Renaat Landuyt, ministre (en néerlandais) : Après la promulgation d'un arrêté royal comprenant des mesures en faveur des cyclistes, un autre arrêté royal portant des mesures en faveur des deux-roues motorisés vient d'être pris. Comme dans tous les cas de modification du code de la circulation routière, les Régions et les gestionnaires de voirie ont été abondamment consultés. Cet arrêté royal est en préparation depuis plus d'un an.

En Belgique, la vitesse n'est pas partout limitée à 50 km/h dans les agglomérations. En réalité, la limitation est fixée à 70 km/h en de nombreux endroits. La mesure de mon prédécesseur qui impose aux cyclomotoristes de toujours circuler sur la chaussée dans les agglomérations était quelque peu trop draconienne. De nombreuses communes ont demandé à pouvoir instaurer des exceptions à cette règle pour accroître la sécurité des cyclomotoristes.

Il n'est plus question dans le nouvel arrêté royal du critère de l'agglomération mais de celui de la vitesse maximum de 50 km/h. En certains endroits où s'applique cette limitation de vitesse, des communes jugent qu'il est plus sûr de faire circuler les cyclomoteurs sur la piste cyclable. Elles demandent à pouvoir prendre elles-mêmes la responsabilité d'en décider. A dater du 1^{er} février donc, la situation sera plus sûre pour les différents usagers de la route.

07.03 Jef Van den Bergh (CD&V) : Le ministre ne peut se référer à aucune enquête sur laquelle cette décision serait basée. Si la piste cyclable est plus sûre pour les cyclomoteurs en certains endroits, il est parfaitement possible de déroger à la règle générale par le biais de panneaux locaux. Aux Pays-Bas, les cyclomoteurs doivent emprunter la piste cyclable si la vitesse maximale autorisée sur la chaussée est de 70 kilomètres par heure. En Belgique, la réglementation, parfois trop stricte en effet, aurait parfaitement pu être adaptée en ce sens également.

Le 27 octobre 2006, l'IBSR a rendu un avis qui indiquait que la mesure visant à autoriser les cyclomoteurs sur la chaussée diminue le nombre d'accidents impliquant des cyclomotoristes, des cyclistes et des piétons et que la suppression de cette mesure récente sans évaluation préalable ne témoigne pas d'une politique cohérente. Cette modification est sans fondement et défavorable à tous les usagers vulnérables.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Brigitte Wiaux au vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur sur "la mort suspecte d'un jeune dans un commissariat de police à Jodoigne" (n° P1720)

08.01 Brigitte Wiaux (cdH) : La presse relate qu'un jeune homme de 20 ans, arrêté mardi matin en état d'ivresse sur la voie publique, a été retrouvé mort vers 20 heures dans une cellule du commissariat de Jodoigne alors que les policiers voulaient le libérer. La mère de ce jeune homme reproche aux policiers de ne pas avoir été assez attentifs, ce que dément le bourgmestre de Jodoigne.

Disposez-vous d'information sur les circonstances du décès de ce jeune ? Dans quel état était-il réellement ? Était-il en état d'ivresse ? Était-il dans un coma éthylique ? Quelles sont les procédures qui doivent normalement être suivies quand des gens sont arrêtés pour état d'ivresse sur la voie publique ? Un accompagnement médical est-il prévu ? Y-a-t-il eu négligence ?

08.02 Patrick Dewael, ministre (*en français*) : Le chef de corps de la police locale me signale que le mardi 16 janvier vers 11 heures, l'intervention de la police a été demandée en raison de nuisances provoquées par un jeune de 20 ans, bien connu des services de police. Vu son état d'ivresse, le jeune homme a été placé en cellule. Il était alors 11.30 heures. Vers 20.05 heures, au moment de le libérer, les policiers ont constaté que le jeune homme était affalé contre le mur de sa cellule et ont immédiatement organisé les secours d'urgence. Une enquête judiciaire est en cours. Une autopsie a été demandée.

Quand une personne est arrêtée administrativement, elle est neutralisée, menottée puis fouillée et on lui confisque tous les objets qui peuvent constituer un danger pour son intégrité physique. Si nécessaire, un médecin est convoqué.

Il faut attendre les résultats de l'enquête judiciaire en cours.

08.03 Brigitte Wiaux (cdH) : Je serai attentive aux suites qui seront réservées à cet événement malheureux.

Il est important de rappeler que l'état de santé d'une personne arrêtée doit être apprécié par une personne compétente, à savoir un médecin.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Marie-Claire Lambert au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "les efforts demandés aux firmes pharmaceutiques" (n° P1721)

09.01 Marie-Claire Lambert (PS) : Depuis 2004, vous avez déjà consenti de nombreux efforts en faveur de l'industrie pharmaceutique.

Dans l'*Écho* de ce matin, vous signalez être prêt à faire des efforts supplémentaires en faveur de l'industrie pharmaceutique, pour autant qu'elle fasse de même.

Quelle est votre position en matière de médicaments innovants et de plus-value thérapeutique ? Qu'en sera-t-il du prix des nouvelles molécules ? Quelles mesures préconisez-vous en termes de marketing ? Que pensez-vous des dernières propositions de l'industrie pharmaceutique, qui préconise d'élargir l'offre de médicaments qui ne nécessiteraient plus de prescription médicale ?

09.02 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : La société est prête à payer cher un médicament si celui-ci est efficace et a une plus-value thérapeutique. Or, une étude américaine a montré que 85 % des nouvelles molécules mises sur le marché ces dix dernières années avaient une valeur thérapeutique discutable ou étaient en réalité d'anciennes molécules.

La transparence est nécessaire non seulement en ce qui concerne la qualité thérapeutique, mais aussi en ce qui concerne les coûts des médicaments, les sommes consacrées à la recherche et celles consacrées au marketing. En la matière, la Belgique n'est pas en mesure d'agir en dehors du cadre européen et l'Union

européenne a encore de gros efforts à faire.

Quant à la volonté du gouvernement, elle est d'encourager la recherche, qui est dans notre intérêt tant en termes d'emploi que de santé publique, mais dans un cadre clair.

09.03 Marie-Claire Lambert (PS) : Je partage votre analyse, en particulier en ce qui concerne le cadre européen. Mais vous n'avez pas répondu à ma question sur l'élargissement proposé du champ des médicaments disponibles sans prescription.

09.04 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : La promotion de ces médicaments est une technique mise en œuvre par les firmes pharmaceutiques, avec la mise sur le marché de médicaments faussement innovants, pour compenser les pertes de revenus dues à l'expiration de certains brevets. Ces pratiques ne sont bonnes ni pour le portefeuille ni pour la santé des citoyens.

L'incident est clos.

10 Question de Mme Colette Burgeon au ministre de l'Environnement et ministre des Pensions sur "le plan CO2 2008-2012" (n° P1726)

10.01 Colette Burgeon (PS) : La Commission européenne a approuvé le plan national belge d'allocation des quotas de CO₂ pour la période 2008-2012, moyennant une réduction de 7 % de ces quotas. Dans l'industrie, on se plaint du manque de concertation et du fait que certains secteurs ne pourront réduire davantage leurs émissions sans modification fondamentale de leurs modes de production. Les industries reprochent également aux experts d'avoir basé leurs calculs sur l'année 2005 et non sur la moyenne des années 2003 à 2007.

Quelles mesures avez-vous prises pour respecter ce nouveau plan d'allocation ? Quel échéancier est prévu avec les Régions ? Comment allez-vous réagir aux remarques de l'industrie ?

10.02 Bruno Tobback, ministre (*en français*) : La Belgique doit réduire de 4,82 millions de tonnes les quotas de droits d'émissions alloués aux entreprises. Pour aboutir à cette conclusion, la Commission a tenu compte de la quantité de gaz à effet de serre émise en 2005, de l'objectif de Kyoto, du potentiel technologique, de la croissance économique attendue et de l'amélioration en termes d'efficacité énergétique et d'intensité en carbone. La Commission a en outre souligné qu'une adaptation des allocations de droits a posteriori n'est pas autorisée.

L'attribution de la quantité totale de droits d'émission relève de la compétence des Régions. La responsabilité de la concertation leur incombe.

Un groupe de travail sur le système des quotas d'émissions pourra être constitué au sein de la Commission nationale Climat. Il transmettra ses remarques à la Commission dans un délai de trente jours. Je veillerai à ce que l'appréciation de la Commission soit correcte et tienne compte des efforts réalisés. D'un autre côté, je soutiens la Commission dans son intention de créer un système efficace de commerce de droits d'émission en Europe.

Tous les secteurs seront forcés de réduire leurs émissions, mais il va sans dire que des solutions doivent être trouvées pour les secteurs qui n'appartiennent pas au système, notamment celui des transports.

10.03 Colette Burgeon (PS) : Pourriez-vous nous transmettre les avis qui seront envoyés à la Commission ?

Pour terminer, je voudrais attirer l'attention sur le problème rencontré par certaines entreprises qui prévoient de se retirer prochainement d'un secteur mais qui doivent malgré tout réduire leurs émissions dans ce secteur.

L'incident est clos.

11 Question de M. Denis Ducarme au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "le problème de l'insécurité sur le réseau SNCB" (n° P1727)

11.01 Denis Ducarme (MR) : Fin de l'année dernière, vous m'avez déclaré en commission que vous ne disposiez pas de statistiques, par province et par ligne, relatives à l'évolution de l'insécurité sur le réseau SNCB. Votre politique de sécurité sur le réseau SNCB ne repose donc pas sur une base scientifique.

Je vais vous fournir ces statistiques, classées par province et par type d'infraction, afin que vous puissiez les analyser. Je les ai obtenues du ministre Dewael. Me confirmez-vous que vous reverrez votre plan de sécurité en le basant sur ces éléments scientifiques ?

Pouvez-vous nous fournir les investissements dans la sécurité réalisés sur le réseau SNCB, Région par Région, depuis 2003 ? En effet, je m'étonne que les statistiques montrent, entre 2000 et 2005, une augmentation des infractions contre l'intégrité physique des personnes de 60 % en Région bruxelloise, de 40 % en Wallonie et de 4 % seulement en Flandre.

À la fin de l'année dernière, vous affirmiez que les zones les plus touchées par l'insécurité sur le réseau SNCB se trouvaient dans un rayon de trente kilomètres autour de Bruxelles. Mon expérience, tout comme ces statistiques, montrent qu'il n'en est rien. Envisagez-vous un plan spécifique pour les provinces où les infractions contre l'intégrité physique des personnes ont augmenté ?

11.02 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (en français) : La SNCB ne dispose que des statistiques concernant les agressions à l'encontre des membres du personnel et non de celles à l'encontre des usagers, qui relèvent de la police fédérale. Je vous renvoie donc à M. Dewael pour votre question. Un plan de sécurité est élaboré chaque année et Securail assure le suivi journalier – notamment avec ses 50 nouveaux agents. L'action sur le terrain me semble plus importante que d'en rester à des études statistiques.

11.03 Denis Ducarme (MR) : J'y reviendrai en commission, mais j'espère que, dans le cadre de vos responsabilités, vous tiendrez compte de cet outil qui démontre la démultiplication des agressions dans la partie francophone du pays. Securail doit venir renforcer l'action des brigades les plus en difficulté. Securail fait-il partie de la SNCB ? A quoi sert Securail ?

11.04 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (en français) : Securail appartient au groupe SNCB.

11.05 Denis Ducarme (MR) : Quand les agents de Securail sont dans les trains, ils doivent quand même assurer la sécurité ?

11.06 Bruno Tuybens, secrétaire d'État (en français) : Tout à fait.

11.07 Denis Ducarme (MR) : Vous êtes la « locomotive politique » de la SNCB et je vous suivrai comme un wagon dans ce dossier.

L'incident est clos.

12 Questions jointes de

- **M. Jean-Marc Nollet au secrétaire d'État aux Entreprises publiques, adjoint à la ministre du Budget et de la Protection de la consommation, sur "l'établissement éventuel d'entreprises publiques autonomes dans des paradis fiscaux" (n° P1728)**

- **M. Benoît Drèze au premier ministre sur "les pratiques frauduleuses de rémunération de cadres menées par la Sabena" (n° P1729)**

12.01 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Les ministres de tutelle de l'époque semblent avoir découvert en même temps que nous, hier dans la presse, le système de rémunération complémentaire des hauts dirigeants mis en place par la Sabena via des paradis fiscaux tels que les Bermudes.

D'après *Le Soir*, un membre du gouvernement présent au conseil d'administration à l'époque, a affirmé avoir eu connaissance de la création d'une filiale aux Bermudes. Comment avait-il fait remonter cette information au niveau du gouvernement à l'époque ? Estimez-vous acceptable cette situation dont le gouvernement avait connaissance ?

Qu'en est-il de ce genre de pratiques concernant l'ensemble des entreprises publiques autonomes sur

lesquelles vous exercer actuellement la tutelle ?

12.02 Benoît Drèze (cdH) : Je suis heureux que M. Tuybens puisse répondre à ma question mais le gouvernement dans son ensemble devra se prononcer également.

Je me réjouis que la DLU ait au moins permis la découverte de cette information. Il s'agit d'une situation délirante. M. Godefroid parle de 7 à 10 millions d'euros pour la période 1992 à 1997, alors que le curateur parle de montants anodins. Toute la lumière devra être faite sur cette situation, quels que soient les partis auxquels appartiennent les intervenants.

Le conseil d'administration était-il au courant de la situation ? L'État, lésé de l'impôt sur ces sommes, se portera-t-il partie civile ? La législation en la matière n'ayant pas changé, comment éviter qu'une telle situation ne se reproduise à l'avenir ?

12.03 Bruno Tuybens, ministre (*en néerlandais*) : Je suis évidemment choqué par ce que l'on a appris à propos de la Sabena. Il est toutefois trop tôt pour s'exprimer sur le fond de l'affaire. Nous devons respecter le secret de l'instruction en cours. Je ne doute pas que la justice cherchera à faire toute la lumière sur d'éventuelles malversations et que les coupables ne resteront pas impunis.

(*En français*) Je n'ai aucune raison de soupçonner de telles pratiques dans les entreprises publiques autonomes sur lesquelles j'exerce actuellement la tutelle. Lorsque je leur ai posé la question, la Poste, la SNCB et Belgacom ont nié tout recours à des paradis fiscaux pour payer leurs hauts dirigeants.

(*En néerlandais*) Une conclusion qu'on peut tirer dès à présent est que le monde des entreprises, y compris dans le secteur public, doit être rendu plus transparent. D'après les médias, le conseil d'administration de la Sabena n'avait pas connaissance du système de rémunération illégal et la commission parlementaire n'a pas davantage pu le mettre au jour. A l'évidence donc, la transparence revêt une importance capitale. Le code volontaire en matière de *corporate governance* n'a pas encore porté ses fruits. Si « volontaire » est synonyme de « facultatif », le législateur devra intervenir.

12.04 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Un cadre plus strict est nécessaire pour obtenir toute la transparence attendue de la part d'une entreprise publique. On travaille d'ailleurs activement au Parlement, notamment avec le collègue Van der Maelen, pour mettre fin à tout ce qui soutient les paradis fiscaux.

Je reviendrai encore sur cette question en commission.

12.05 Benoît Drèze (cdH) : Merci au Secrétaire d'État pour sa franchise, mais a-t-il mesuré la gravité du dossier ?

Vous êtes d'accord avec le curateur pour laisser faire la justice. Mais j'espère que vous n'êtes pas d'accord quand il dit que ce montage est anodin.

Avec cet argent, on a acheté le silence des cadres - quand Swissair a fait un hold-up sur la Sabena - et de leaders syndicaux dans le cadre de mouvements sociaux ; c'est très grave et cela mérite des sanctions à la hauteur !

L'incident est clos.

13 Ordre du jour

Le **président** : Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 17 janvier 2007, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi :

- le projet de loi modifiant l'article 8ter de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées (n° 2772/1 à 4)
- la proposition de loi de Mme Greet Van Gool et M. Dirk Van der Maelen modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées (n° 1120/1 et 2)
- le projet de loi portant des dispositions diverses en vue de la réalisation de l'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire soins de santé pour les travailleurs indépendants (n° 2764/1 à 4).

Pas d'observation? (*Non*)

Il en sera ainsi.

13.01 Pieter De Crem (CD&V) : Mon groupe politique réclame une fois encore le texte du compromis gouvernemental relatif à la libération conditionnelle. Le premier ministre nous avait promis ce texte après mon interpellation relative à l'évasion de M. Hoxha en septembre 2006.

Le **président** : M. Tant a déjà posé à plusieurs reprises des questions à ce propos, à juste titre d'ailleurs, en Conférence des présidents. J'ai au moins envoyé un courrier à ce sujet. Hier soir, j'ai reçu un texte sans mot explicatif. Il s'agit semble-t-il du texte complet. Il sera distribué en cours de séance.

13.02 Paul Tant (CD&V) : Une question relative aux compétences a également été discutée en Conférence des présidents. Le président m'a envoyé une lettre dans laquelle il déclare que ce problème de compétences a été expressément évoqué en commission des Finances. À cet égard, le ministre s'est référé au texte du gouvernement dans lequel ce dernier définit sa position concernant l'avis du Conseil d'État. Cette réponse ne me satisfait pas car l'article 3bis, je pense, des lois coordonnées sur le Conseil d'État dispose en son paragraphe 3 qu'il convient de consulter le Comité de concertation lorsqu'un avis du Conseil d'État révèle un problème de compétences. La réponse quant au fond donnée par le gouvernement n'a aucune importance à cet égard. Selon le rapport provisoire de la commission des Finances, le ministre n'a pas déclaré que le Comité de concertation avait été consulté en la matière.

Le **président** : M. Tant a attiré mon attention en Conférence des présidents sur le fait que le projet avait été examiné par les commissions des Finances et de l'Économie. J'en ai tiré les conclusions qui s'imposaient. J'ai envoyé la réponse avec toute la célérité requise. J'accepte l'observation de M. Tant. Je vais faire examiner d'urgence cette affaire, car je crois savoir que le texte a été adopté en commission des Finances.

13.03 Paul Tant (CD&V) : Peu importe, en l'espèce, le résultat du vote en commission. Il convient d'abord de réunir le Comité de concertation.

Le **président** : Je vais faire examiner une nouvelle fois la question.

13.04 Paul Tant (CD&V) : J'espère que cela pourra se faire avant que nous n'entamions la discussion du projet.

Projets et proposition de loi

14 **Projet de loi portant assentiment au Protocole N° 7 à la Convention de Sauvegarde des droits de l'homme et des Libertés Fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984 (2812/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2812/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

15 **Projet de loi relatif à l'adhésion de la Belgique au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, fait à Londres le 11 novembre 1988 (2813/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (Non)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2813/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

16 **Projet de loi portant assentiment à la Convention civile sur la corruption, faite à Strasbourg le 4 novembre 1999 (2814/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (Non)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2814/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

17 **Projet de loi portant assentiment au Deuxième Protocole additionnel, signé à Bruxelles le 11 octobre 2004, modifiant la Convention entre la Belgique et l'Italie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu, et le Protocole final, signés à Rome le 29 avril 1983 (2815/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (Non)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2815/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

18 **Projet de loi portant assentiment au Protocole portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980, fait à Vilnius le 3 juin 1999 (2816/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (Non)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion.
(Rgt 85, 4) (2816/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

19 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord bilatéral d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Madagascar, signé à Bruxelles le 26 février 2003 (2817/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2817/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

20 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Maurice concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 30 novembre 2005 (2818/1)**

Transmis par le Sénat

Sans rapport

Discussion générale

Quelqu'un demande-t-il la parole? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2818/1)

Le projet de loi compte 2 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 et 2 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

21 **Projet de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées (2772/1-4)**

- Proposition de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées (1120/1-2)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

21.01 **Danielle Van Lombeek-Jacobs**, rapporteur : Je renvoie à mon rapport écrit.

21.02 **Pierrette Cahay-André** (MR) : Il s'agit ici d'une adaptation logique à l'évolution des technologies qui permettra d'accélérer le traitement des dossiers et de faciliter le travail du personnel des différents services. Nous avançons dans la bonne direction et le travail de Mme la secrétaire d'État doit être poursuivi dans cette voie. Nous soutiendrons les initiatives qui iront dans ce sens.

21.03 **Greet van Gool** (sp.a-spirit) : La simplification administrative pour les personnes handicapées est une bonne chose, surtout en ce qui concerne l'échange direct d'informations entre services publics. J'avais moi-même déposé à l'époque un plan d'action en la matière.

La date d'entrée en vigueur doit être fixée par arrêté royal. Il est souhaitable que cela se fasse le plus rapidement possible. Il convient toutefois de veiller à ce que le mécanisme d'échanges de données soit au point avant de lancer le nouveau système. Les données du SPF Finances ont une incidence directe sur le montant de l'allocation et il est donc très important que ces données soient correctes d'emblée.

L'amendement qui a été présenté en commission reprend une proposition de loi que j'avais déposée avec M. Van der Maelen. Il vise à introduire un examen automatique du droit à une allocation de remplacement de revenus et une allocation d'intégration pour les enfants bénéficiant d'allocations familiales majorées. Conformément au régime actuel, ils perdent le droit à la majoration lorsqu'ils atteignent l'âge de 21 ans et doivent alors introduire une demande d'allocation. Le fait de conférer un caractère automatique à cette demande permet d'éviter les longs délais d'attente et une interruption dans le versement des allocations.

Je me réjouis du fait que l'amendement ait été adopté à l'unanimité mais j'insiste pour que le secrétaire d'Etat mette rapidement la disposition en oeuvre. (*Applaudissements*)

21.04 **Muriel Gerkens** (ECOLO) : Je soutiens ce projet destiné en principe à simplifier la vie des personnes handicapées en les dispensant notamment de l'obligation de signaler certains changements qui interviennent dans leur vie. La secrétaire d'État espère gagner trois semaines dans le traitement d'un dossier qui reste, malgré quasiment huit années d'efforts pour l'améliorer, beaucoup trop long, dépassant encore les huit mois. Il n'y a malheureusement pas de date de mise en application pour ces dispositions.

Pour faire avancer le traitement des dossiers des personnes handicapées en demande d'allocations, j'ai demandé à la secrétaire d'État si l'uniformisation de l'examen de l'autonomie des personnes qui introduisent un dossier était bien réelle. Elle s'est limitée à me répondre qu'un groupe de travail associant fédéral et Régions travaillait sur le sujet. Nous arrivons à la fin de la législature, et il n'y aura toujours pas d'accord alors qu'en 2004 les travaux avaient bien avancé entre Mme Van Gool et les ministres régionaux.

Ce projet n'a ni date, ni contenu, ni consistance. Il traduit à lui seul la politique qui a été menée. Nous avons soutenu un amendement visant à permettre à l'administration d'introduire pour les personnes handicapées une demande d'allocations. Il est apparu que les dossiers d'enfants bénéficiant d'allocations familiales majorées pour cause de handicap n'étaient pas forcément traités indépendamment des autres dossiers d'allocations familiales majorées. Je regrette que la secrétaire d'État ne soit pas présente pour entendre les

critiques formulées à l'égard de ce projet.

21.05 Rudy Demotte, ministre (*en français*) : Je ne souhaite pas réagir.

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2772/4)

Le projet de loi compte 4 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 4 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

22 Projet de loi portant des dispositions diverses en vue de la réalisation de l'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire soins de santé pour les travailleurs indépendants (2764/1-4)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

22.01 Denis Ducarme, rapporteur (*en français*) : Le projet de loi répond à cinq objectifs principaux : couvrir tous les indépendants contre les petits risques ; leur permettre le recours intégral à la facture maximale ainsi qu'au régime préférentiel ; faire disparaître le concept de "régime le plus favorable" ; simplifier les règles en matière d'assurabilité ; et organiser le versement par les mutualités à leurs membres de réserves financières "assurances libres petits risques".

Pendant la discussion générale, les collègues ont unanimement salué la mesure et ont reconnu son utilité. Des questions et des observations ont néanmoins été formulées.

En réponse à celles-ci, M. Demotte, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, rappelle les mesures structurelles introduites au cours de la législature pour contrôler l'accroissement du budget de la sécurité sociale. Quant à savoir si la norme de croissance de 4,5% est réaliste, le ministre rappelle qu'en vertu du nouveau système de financement des soins de santé, la norme de croissance est en corrélation avec l'accroissement effectif des cotisations sociales. La différence fait l'objet d'un financement alternatif. Ce nouveau système plaide en faveur d'un meilleur contrôle des dépenses. Quelque 85% des indépendants assurent eux-mêmes les petits risques par une assurance complémentaire. Pour les 15% qui ne peuvent s'assurer, la mutualisation est importante.

Mme Laruelle, ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture, précise que des négociations ont commencé avec les organisations d'indépendants pour déterminer d'ici 2008 qui paiera quoi et comment. Il y a lieu de garantir un système viable et durable. Le financement public a été recalculé compte tenu du fait que tous les indépendants bénéficieront de l'assurance obligatoire soins de santé.

La ministre précise aussi que l'arrêté royal n°38 prévoit les cotisations spécifiques pour les débutants pendant trois ans. La transposition de ce délai pour la couverture des petits risques a semblé excessive et c'est la raison pour laquelle un délai de dix-huit mois a été décidé.

En ce qui concerne les remarques d'ABC, le ministre rappelle qu'il s'agissait d'élaborer, à partir du 1^{er} janvier 2008, un système positif s'inscrivant dans des limites budgétaires durables.

Les amendements de Mme Pieters et de M. Tant sont rejetés. L'amendement de la majorité visant à supprimer la date à partir de laquelle les mutualités et l'Union nationale ne peuvent ni décider de l'adaptation ni créer de nouvelles catégories de membres est adopté à l'unanimité.

Le projet de loi a été approuvé à l'unanimité des membres des deux commissions réunies (*Applaudissements sur tous les bancs*).

J'en arrive à mon intervention personnelle. L'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire soins de santé représente à mon sens une avancée fondamentale.

L'intégration de la totalité des petits risques permettra enfin aux indépendants de bénéficier de la même couverture soins de santé que les salariés et de se soigner à temps, ce qui évitera des dépenses plus importantes, qui résultent le plus souvent de la prise en charge tardive de la maladie. En outre, ils bénéficieront également, comme les salariés, de ce qu'on appelle le MAF, de même que les BIM (ex-VIPO) bénéficieront du système de remboursement préférentiel.

Cette législature aura été particulièrement riche en avancées concernant le statut social des travailleurs indépendants. Le nombre d'indépendants est en constante augmentation, ce qui démontre que, depuis quelques années, les travailleurs ont repris confiance dans le statut d'indépendant. Le MR votera donc en faveur de ce projet (*Applaudissements sur les bancs du MR*).

22.02 **Véronique Ghenne** (PS) : Il était de notre devoir de garantir aux indépendants une plus grande sécurité d'existence. En effet, tant que les indépendants disposeront d'un régime distinct, il sera difficile de prétendre que nous possédons réellement une protection universelle et efficace en matière de soins de santé.

Pour répondre à cette lacune, le gouvernement a décidé d'assurer l'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire soins de santé. Ce projet de loi met en œuvre cette décision.

À partir de 2008, l'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire permettra de supprimer cette carence dans la couverture des soins de santé.

Nous serons attentifs à la manière dont la solidarité sera redéployée pour les futurs arrêtés d'exécution. La solidarité à l'intérieur du statut social des indépendants, qui se juge à la capacité contributive de chacun pour des prestations proportionnelles et plafonnées, n'est pas suffisante. Une solution équitable devra être trouvée en concertation avec les organisations de travailleurs indépendants.

Des enquêtes montrent que des candidats entrepreneurs sont freinés par l'incertitude concernant la conjoncture économique et par la précarité de la protection sociale. Un filet social solidarisé en cas de maladie sera de nature à soutenir les nouvelles initiatives économiques.

Le texte en examen n'est pas exempt d'une certaine ambiguïté : pour nous, s'il devait apparaître que les moyens de la gestion globale ne suffisent pas pour couvrir les petits risques de ceux qui créent de l'activité dans notre pays, c'est la solidarité de ceux dont l'entreprise est déjà performante qui devrait être sollicitée.

Mon groupe votera ce texte qui constitue une avancée significative dans l'amélioration de la protection sociale des indépendants (*Applaudissements sur les bancs du PS*).

22.03 **Muriel Gerkens** (ECOLO) : Le groupe Ecolo soutiendra également ce projet de loi qui garantit l'accès des indépendants à des soins de santé de qualité par un système généralisé plutôt que par un système de cotisations volontaires. Cette avancée s'inscrit dans la tendance amorcée en 1999 et 2000, lorsque l'objectif a été formulé d'aboutir à une qualité équivalente de sécurité sociale pour les indépendants et les salariés. Je regrette cependant que ce projet ne reprenne pas les modalités de financement.

Je voulais profiter de cette intervention pour situer ceci dans un contexte plus global d'amélioration du statut social des indépendants. La couverture des petits risques garantit l'accès aux soins sans distinction et la participation des indépendants est calculée de façon équitable par rapport à la participation des salariés. Néanmoins, il faudra encore prendre des mesures pour les indépendants en matière de revenus de remplacement en cas d'invalidité, d'incapacité, et de pensions. Jusqu'à présent, le financement alternatif a été amélioré. Mais, à terme, la question se posera de la manière de calculer et de percevoir les cotisations sociales des indépendants.

Dans les mois ou les années qui viennent, il faudra revoir le système de cotisations en veillant à ce que les indépendants qui ont des revenus importants ne sortent pas du système de solidarité pour constituer une société. Je me garderai bien de dire ce qu'il convient de faire. Des débats seront nécessaires entre chercheurs, représentants des indépendants et acteurs politiques.

Il demeure que ce projet est une avancée attendue que nous soutiendrons avec plaisir.

22.04 **Sabine Laruelle**, ministre (*en français*) : Je souhaite remercier les intervenants et saluer le travail réalisé en commission. Le projet a été approuvé à l'unanimité car nous avons trouvé un équilibre entre les demandes et les attentes de chacun.

Nous examinons actuellement avec les organisations des classes moyennes la façon de répercuter ce coût au niveau des indépendants, via les cotisations sociales.

22.05 **Rudy Demotte**, ministre (*en français*) : Je voudrais insister sur l'importance du tournant que nous sommes en train de vivre dans l'évolution du droit social, avec le rapprochement des statuts. En accordant la couverture des petits risques aux travailleurs indépendants, nous donnons des droits équivalents aux gens. Le concept de petits risques ne correspondait plus à la réalité. Certaines prestations de santé, liées à ce remboursement des petits risques, sont fondamentales.

Le **président** : Quelqu'un demande-t-il encore la parole ? (*Non*)

La discussion générale est close.

Discussion des articles

Nous passons à la discussion des articles. Le texte adopté par les commissions sert de base à la discussion. (Rgt 85, 4) (2764/4)

Le projet de loi compte 52 articles.

Aucun amendement n'a été déposé.

Les articles 1 à 52 sont adoptés article par article.

La discussion des articles est close. Le vote sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

23 Renvoi à d'autres commissions

Je vous propose de renvoyer à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture le projet de loi fixant un cadre juridique pour certains prestataires de services de confiance (n° 2802/1).

Ce projet de loi avait été précédemment renvoyé à la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

À la demande de M. François Bellot, je vous propose de renvoyer à la commission chargée des problèmes de Droit commercial et économique la proposition de loi de MM. François Bellot, Thierry Giet et Dirk Van der Maelen, Mme Annemie Roppe et MM. Alfons Borginon et Melchior Wathelet modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances en ce qui concerne la fusion par absorption des associations d'assurances mutuelles (n° 2842/1).

Cette proposition avait été précédemment renvoyée à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation, des Institutions scientifiques et culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

24 Nomination d'un secrétaire de la Chambre

Je vous propose de procéder à la nomination d'un secrétaire en remplacement de Mme Anne Barzin qui a démissionné en cette qualité.

Pas d'observation ? (*Non*)

Il en sera ainsi.

Le groupe MR propose la candidature de Mme Corinne De Permentier.

Pas d'observation ? (*Non*)

Dès lors, conformément à l'article 11.6 de notre Règlement, je proclame Mme Corinne De Permentier secrétaire de la Chambre des représentants.

Demande d'urgence

Le gouvernement a demandé l'urgence conformément à l'article 51 du Règlement lors du dépôt du projet de loi modifiant l'article 220 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, l'article 121, § 1er, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que l'article 584 du Code judiciaire, et insérant l'article 41 dans la loi du ... relative aux offres publiques d'acquisition (n° 2835/1).

Je vous propose de nous prononcer sur cette demande.

L'urgence est adoptée par assentiment.

25 Prise en considération de propositions

L'ordre du jour appelle la prise en considération d'une série de propositions dont la liste est reprise en annexe.

Pas d'observation ? (*Non*) La prise en considération est adoptée.

Votes nominatifs

26 Motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Bart Laeremans sur "l'application de la surveillance électronique" (n° 991)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission de la Justice du 9 janvier 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 991/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par MM. Gerolf Annemans et Bart Laeremans ;
- une motion pure et simple a été déposée par Mme Karine Lalieux et par M. Philippe Monfils.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	79	Oui
Nee	45	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	124	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

27 Motions déposées en conclusion des interpellations de M. Dirk Claes sur "les bâtiments de l'ancienne gendarmerie" (n° 984)

Cette interpellation a été développée en réunion publique de la commission des Finances et du Budget du 10 janvier 2007.

Deux motions ont été déposées (MOT n° 984/1) :

- une motion de recommandation a été déposée par M. Dirk Claes ;
- une motion pure et simple a été déposée par MM. Luc Gustin et Luk Van Biesen.

La motion pure et simple ayant la priorité de droit, je mets cette motion aux voix.

27.01 Dirk Claes (CD&V) : M. Reynders déplore que le budget des administrations communales présente des déficits. Il peut néanmoins y remédier lui-même en versant les montants encore dus aux communes pour la cession des anciens bâtiments de gendarmerie. Le cas échéant, nous n'aurions pas été contraints de grever davantage nos budgets communaux pendant trois ans, à savoir en 2003, 2004 et 2006.

Le **président** :

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	85	Oui
Nee	46	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

La motion pure et simple est adoptée. Par conséquent, la motion de recommandation est caduque.

28 Projet de loi portant assentiment au Protocole N° 7 à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984 (2812/1)

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	132	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	132	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.(2812/1)

29 **Projet de loi relatif à l'adhésion de la Belgique au Protocole de 1988 relatif à la Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, fait à Londres le 11 novembre 1988 (2813/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 3)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.(2813/1)

30 **Projet de loi portant assentiment à la Convention civile sur la corruption, faite à Strasbourg le 4 novembre 1999 (2814/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 3)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.(2814/1)

31 **Projet de loi portant assentiment au Deuxième Protocole additionnel, signé à Bruxelles le 11 octobre 2004, modifiant la Convention entre la Belgique et l'Italie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu, et le Protocole final, signés à Rome le 29 avril 1983 (2815/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 3)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.(2815/1)

32 **Projet de loi portant assentiment au Protocole portant modification de la Convention relative aux transports internationaux ferroviaires (COTIF) du 9 mai 1980, fait à Vilnius le 3 juin 1999 (2816/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 3)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

33 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord bilatéral d'assistance administrative mutuelle en matière douanière entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Madagascar, signé à Bruxelles le 26 février 2003 (2817/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

(Vote 3)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

34 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Maurice concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 30 novembre 2005 (2818/1)**

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

34.01 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO) : Comme d'habitude, nous vérifions s'il y a un contrôle des clauses environnementales et sociales.

Le **président** : Mais vous avez laissé passer Madagascar !

34.02 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO) : L'accord avec Madagascar comporte une telle clause, ce qui n'est pas le cas de l'accord avec la République de Maurice.

35 **Projet de loi modifiant la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux personnes handicapées (2772/4)**

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	132	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	132	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

36 **Projet de loi portant des dispositions diverses en vue de la réalisation de l'intégration des petits risques dans l'assurance obligatoire soins de santé pour les travailleurs indépendants (2764/4)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (*Oui*)

(*Vote 5*)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

37 **Adoption de l'agenda**

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la Conférence des présidents.

Pas d'observation ? (*Non*)

La proposition est adoptée.

La séance est levée à 17 h 17. Prochaine séance le jeudi 25 janvier 2007 à 14 h 15.

De vergadering wordt geopend om 14.16 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo, voorzitter.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering: de heer

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Gezondheidsredenen: Alexandra Colen en Corinne De Permentier

Met zending: Daniel Ducarme

Met zending buitenslands: Patrick Moriau

Buitenslands: Ludo Van Campenhout

Verhinderd: Sabine Lahaye-Battheu

Federale regering

André Flahaut, minister van Landsverdediging: met zending buitenslands (Congo)

Peter Vanvelthoven, minister van Werk: met zending buitenslands

Eedaflegging

01 Toelating, onderzoek van de geloofsbrieven en eedaflegging van de heer Dominique Van Roy

De **voorzitter**: Mevrouw Anne Barzin, vertegenwoordiger voor de kieskring Namen, is ontslagnemend met ingang van 17 januari 2007.

De heer Willy Borsus, eerste opvolger van de lijst waarop mevrouw Anne Barzin werd verkozen, doet afstand van het ambt van Kamerlid, bij brief van 15 januari 2007. De tweede opvolger die in aanmerking komt om haar te vervangen is de heer Dominique Van Roy.

Zijn verkiezing tot opvolger werd in de vergadering van 5 juni 2003 goedgekeurd. Daar het aanvullend onderzoek door artikel 235 van het Kieswetboek voorgeschreven, uitsluitend slaat op het behoud van de verkiesbaarheidsvereisten, gaat het om een loutere formaliteit.

Ik stel u dan ook voor de heer Dominique Van Roy onmiddellijk uit te roepen tot lid van de Kamer, zonder dat tot verzending naar een commissie tot onderzoek der geloofsbrieven wordt besloten.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Ik roep de heer Dominique Van Roy tot lid van de Kamer van volksvertegenwoordigers uit.

Ik memoreer de bewoordingen van de eed: "Ik zweer de Grondwet na te leven" "Je jure d'observer la Constitution" "Ich schwöre die Verfassung zu beachten".

Ik verzoek de heer Dominique Van Roy de grondwettelijke eed af te leggen.

De heer Dominique Van Roy legt de grondwettelijke eed af in het Frans (Applaus op alle banken).

De heer Dominique Van Roy zal deel uitmaken van de Franse taalgroep.

Vragen

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Nahima Lanjri aan de eerste minister over "het uitvoeringsbesluit van de anti-discriminatiewet" (nr. P1714)

- de heer Filip De Man aan de eerste minister over "het uitvoeringsbesluit van de anti-discriminatiewet" (nr. P1715)

- mevrouw Annelies Storms aan de eerste minister over "het uitvoeringsbesluit van de anti-discriminatiewet" (nr. P1716)

02.01 Nahima Lanjri (CD&V): Nu al bijna vier jaar geleden keurde deze Kamer de antidiscriminatiewet

goed. Deze wet bepaalt ondubbelzinnig dat vermeende slachtoffers van discriminatie dit via praktijktesten moeten kunnen aantonen. Om die praktijktesten te realiseren, moet er echter eerste een uitvoeringsbesluit genomen worden. Dit KB laat echter nog steeds op zich wachten, ondanks het feit dat we er hier al meermaals op hebben aangedrongen dat daar werk van gemaakt zou worden.

Nu zijn de minister van Maatschappelijke Integratie en de eerste minister in een burgerlijke procedure gedagvaard om zich te verantwoorden over het uitblijven van het KB. Terecht vinden wij, want wetten zijn er om uitgevoerd te worden. Als dit niet gebeurt, dan is dat een kaakslag voor het Parlement.

Wat is de reactie van de regering op deze dagvaarding? Wanneer wordt het uitvoeringsbesluit nu eindelijk gepubliceerd? Wat is het kader waarbinnen de praktijktests zullen kunnen uitgevoerd worden? Want als het kader zodanig is dat de tests door de gestelde voorwaarden, bijvoorbeeld de verplichte aanwezigheid van een deurwaarder, de facto onmogelijk zijn, dan zet dat natuurlijk ook geen zoden aan de dijk.

Hoewel in VLD-kringen beweerd wordt dat CD&V een ideeënloze partij is, hebben wij constructieve voorstellen gedaan over de concrete invulling van de tests. Voor ons moeten die gebeuren, onder het toezicht van een testverantwoordelijke, door beëdigde personen. De testverantwoordelijke kan bijvoorbeeld een ambtenaar van de sociale inspectie zijn, die ervoor instaat dat de tests correct verlopen. De praktijktests laten uitvoeren door deurwaarders moet mogelijk zijn, maar mag niet verplicht zijn. Anders zijn de tests niet meer dan een doekje voor het bloeden.

02.02 Filip De Man (Vlaams Belang): Die zogenaamde antidiscriminatiwet was een typisch staaltje van hoe het denken en handelen van de mensen meer en meer onderworpen wordt aan de politieke correctheid. Deze wet werd mee goedgekeurd door de Vlaamse liberalen, die de vrijheid nochtans ooit hoog in het vaandel droegen.

Nu blijkt dat een kandidaat van de Moslim Democratische Partij de premier en een van zijn ministers voor de burgerlijke rechtbank heeft gedaagd, omdat hij, naar eigen zeggen, wegens racisme niet in een dancing binnen mocht. Het parket lijkt daarover echter een andere visie te hebben.

Premier Verhofstadt krijgt nu dus de boemerang terug in zijn eigen gezicht. Wat gaat hij doen met de eis van zijn coalitiepartners om een soort 'agenten van politieke correctheid' op pad te sturen? De premier verklaarde eerder dat hij daar niet zo voor te vinden was, omdat dat zou leiden tot een 'verklikkersmaatschappij'. Zal hij alsnog ingaan op de vraag van zijn linkse coalitiepartners?

02.03 Annelies Storms (sp.a-spirit): In 2003 keurde deze Kamer een wet goed die bol stond van de mooie principes. Maar begin deze week werd de achillespees van die wet pijnlijk blootgelegd. Het blijft voor slachtoffers moeilijk om discriminatie aan te tonen. De wetgever heeft bepaald dat, zodra er een vermoeden van discriminatie is, de tegenpartij moet bewijzen dat dit niet het geval is.

Het is nu de verantwoordelijkheid van de regering om de slachtoffers in staat te stellen op een sluitende wijze het bewijs te leveren van de discriminatie, uiteraard met de nodige rechtszekerheid, zowel voor het slachtoffer als voor de dader. Hoe zal de regering hiervoor zorgen?

02.04 Eerste minister Guy Verhofstadt (Nederlands): Ik zal antwoorden op de vragen van de dames Lanjri en Storms. De heer De Man heeft eigenlijk geen vraag gesteld, hij heeft alleen duidelijk gemaakt dat hij gekant is tegen elke vorm van antidiscriminatiwetgeving. Voor hem betekent vrijheid blijkbaar de vrijheid om te discrimineren. Dat is niet mijn opvatting. Racisme maakt voor mij geen deel uit van de autonomie van de mensen. Mocht dit wel het geval zijn, dan wordt de samenleving een jungle. (*Rumoer en protest op de banken van het Vlaams Belang*)

Het klopt dat de wet erin voorziet dat bij KB uitvoering wordt gegeven aan de praktijktests. De discussie ging niet zozeer over de inhoud van de wet, dan wel over de uitvoering. We hebben nu binnen de regering een akkoord bereikt om de rechter zelf meer bevoegdheden te geven. In de komende weken wordt een wetsontwerp ingediend in het Parlement dat de antidiscriminatiwetgeving wijzigt en de Europese richtlijn letterlijk uitvoert. De antidiscriminatiwetgeving is trouwens een gevolg van de Europese richtlijn 2004/3. We

gaan niet bureaucratisch omschrijven wat een test is en wie hem kan gebruiken, maar we nemen artikel 8 van de Europese richtlijn 2043 letterlijk over die bepaalt dat in elk van de nationale wetgevingen een regeling moet worden opgenomen waarbij men de rechter de mogelijkheid geeft om, in geval van vermoedens of feiten van discriminatie, de bewijslast om te keren. De verweerder zal moeten aantonen dat er geen sprake is van discriminatie. We vermijden op die manier een discussie over praktijktests en bijgevolg ook de discussie over wie er zich mee moet bezighouden.

02.05 Nahima Lanjri (CD&V): Ofwel begrijpt de premier de situatie niet, ofwel probeert hij er zich gemakkelijk van af te maken, want zijn antwoord heeft werkelijk niets met de vraag te maken. Het Parlement keurde de praktijktests goed en die moeten dus worden uitgevoerd. Dit staat echter helemaal los van het komende wetsontwerp tot hervorming van de antidiscriminatiwet, in uitvoering van de Europese richtlijn.

Misschien heeft de premier gelijk als hij stelt dat de heer De Man niet de bedoeling heeft om het racisme aan te pakken, maar ik begin mij ernstige vragen te stellen bij de bedoelingen van de premier en de VLD. De premier voert de wet die werd goedgekeurd in het Parlement, niet uit, maar wijzigt hem. Hij verklaart hier gewoon dat er geen praktijktests moeten komen. De praktijktest is juist een instrument om mogelijke discriminatie aan te tonen of om te bewijzen dat er geen discriminatie in het spel is. Men moet een kader vastleggen dat omschrijft in welke omstandigheden de test moet kunnen zodat ook schijntests uitdrukkelijk tot het verleden behoren.

De premier probeert de kiezers te misleiden, maar ik kan hem nu al garanderen dat dit niet zal lukken.
(*Applaus van CD&V*)

02.06 Filip De Man (Vlaams Belang): De remedie wordt dus nog erger dan de kwaal. De schandelijke wet blijft in elk geval bestaan. Iemand die zijn eigen woning of panden zal willen verhuren, kan dat niet langer in alle vrijheid doen. En wanneer mensen in de horeca problemen hebben met een bepaald publiek, worden ze in de toekomst verplicht om hun zaak kapot te laten gaan. Dit wordt de realiteit in de grootsteden, want het is zo bepaald in de wet. Vroeger waren de liberalen nog voor de vrijheid, maar nu steken ze zelfstandigen en verhuurders een mes in de rug. (*Applaus van het Vlaams Belang*)

02.07 Annelies Storms (sp.a-spirit): In de beleidsverklaring stelde de premier dat niet je afkomst, maar je toekomst belangrijk is. Het is echter een feit dat nog voor té veel mensen hun afkomst hun toekomst bemoeilijkt. De regering heeft de plicht om die mensen uit hun zwakke positie te halen. Ik heb de tekst nog niet gezien, maar als de oplossing ligt in een grote beoordelingsvrijheid voor de rechter, kan ik er op het eerste gezicht mee akkoord gaan. Er moeten evenwel garanties zijn dat het slachtoffer niet van het kastje naar de muur wordt gestuurd. Men moet omwille van de rechtszekerheid weten welk bewijs aanvaardbaar is en welk niet. Er is een sluitende manier nodig om discriminatie aan te tonen. Hopelijk staat dat in het amendement.

Het incident is gesloten.

03 Samengevoegde vragen van

- de heer Dirk Claes aan de eerste minister over "de aankondiging van de verkiezingsdatum" (nr. P1717)
- de heer Gerolf Annemans aan de eerste minister over "de aankondiging van de verkiezingsdatum" (nr. P1718)

03.01 Dirk Claes (CD&V): De federale verkiezingen vinden plaats op 10 juni 2007. In 2003 noemde de premier nochtans twee redenen om de verkiezingen te vervroegen naar 18 mei, enerzijds de studenten, die in mei rustig konden gaan kiezen en anderzijds families met niet-schoolplichtige kinderen en gepensioneerden, die vaak in juni met vakantie gaan. De studentenorganisaties hebben in 2003 een aantal beloftes gekregen van meerdere regeringsleden. Toch is het nu 10 juni geworden. Dit is voor de studenten een moeilijke datum omwille van drie redenen: het passief kiesrecht, want de student wil zelf zijn stem kunnen uitbrengen; het actief kiesrecht want de student wil zelf kunnen deelnemen aan de verkiezingen en in volle examenperiode is het moeilijk om campagne te voeren; de keshervorming wil tot slot de leeftijd voor bijzitters verlagen van dertig naar achttien zodat een aantal studenten mogelijkerwijze als bijzitter wordt opgeroepen.

Waarom heeft men geen rekening gehouden met de vraag van de studentenorganisaties, nochtans tijdig naar voren gebracht op 17 oktober 2006? Is de regering alsnog bereid een geschiktere datum te zoeken?

03.02 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Ik heb de argumentatie van de premier uit 2003 om toen de verkiezingen te vervroegen, nog eens opgezocht. Iedereen dacht toen dat hij de handdoek voortijdig in de ring wilde gooien, maar neen, volgens de eerste minister was dit zeker niet het argument. In *De Tijd* van 9 januari 2003 stond dat 15 juni een ongelukkige datum was voor de studenten met examenkoorts en vroege vakantiegangers. Andere leden van de meerderheid legden in die periode gelijkaardige verklaringen af. Ook wees men erop dat er misschien wat meer tijd nodig was voor de komende regeringsonderhandelingen. De heer Slangen verklaarde in *De Morgen* van 11 januari 2003 dat er bij elke verkiezing 8 procent nieuwe kiezers zijn, veelal studenten. Voor hen is de examenperiode een slechte periode om zich te informeren.

Dit jaar vallen de federale verkiezingen dan toch in juni. Waarom geldt er vandaag ineens een volledig andere argumentatie? Wat zijn de echte redenen die aan de grondslag liggen van deze keuze?

03.03 Eerste minister **Guy Verhofstadt** (*Nederlands*): Ik stel vast dat de heer Annemans nostalgie heeft naar de verkiezingsdatum van 2003. Misschien ook naar de toenmalige uitslag? (*Geroep op de banken van het Vlaams Belang*)

We hebben wel degelijk geprobeerd om met de geciteerde argumenten rekening te houden bij de vastlegging van de verkiezingsdatum. Deze keer waren er evenwel twee nieuwe imperatieven. Vooreerst het arrest van 26 mei 2003 van het Arbitragehof dat bepaalt dat wij binnen een periode van vier jaar na de volledige samenstelling van het vorige Parlement verkiezingen moeten houden binnen de huidige kieskringen. De verkiezingen moeten dus vóór 19 juni 2007 georganiseerd worden. (*Geroep op de banken van het Vlaams Belang*) En misschien is dat niet zo belangrijk voor de partij van de heer Annemans, maar wel voor ons! (*Protest van het Vlaams Belang*)

Dit staat immers letterlijk in het arrest van het Arbitragehof. De regering volgt deze uitspraak. Als we met dezelfde kieskringen willen werken, moeten we dit binnen de bovenvermelde termijn doen. Zo bepaalt het hoogste rechtscollege van het land.

Wij hebben bovendien een begroting ingediend met een overschot van 0,3 procent van het bruto binnenlands product. We willen alle maatregelen nemen om die begroting in evenwicht en zelfs met overschot uit te voeren.

In maart van dit jaar komt er een klassieke begrotingscontrole. Als zulks nodig is om een overschot van 0,3 procent te halen, wil ik na de paasvakantie nog een programmawet indienen bij het Parlement. Na de paasvakantie zullen we daarvoor nog een tweetal weken nodig hebben. (*Geroep van het Vlaams Belang*)

Dat we voor het achtste jaar op rij een begroting in evenwicht of met overschot zullen halen, interesseert het Vlaams Belang blijkbaar niet, dit in tegenstelling tot bijvoorbeeld discriminatie! (*Protest van het Vlaams Belang*)

Eind april of begin mei wordt dan de Kamer ontbonden en omdat het veertig dagen later 10 juni is, worden de verkiezingen op die dag georganiseerd.

03.04 Dirk Claes (CD&V): Iedereen weet dat die begrotingscontrole er slechts komt voor de schone schijn. (*Applaus van CD&V*)

De eerste minister slaagt er niet in het arrest van het Arbitragehof te omzeilen, want zijn oplossing druist in

tegen de geest én de letter van dat arrest. De wetgever gaf de regering een volledige regeerperiode om het probleem op te lossen, maar het niet paars niet gelukt.

Er blijft bovendien een discriminatie bestaan tussen kandidaten van Brussel-Halle-Vilvoorde (BHV) en die van andere provincies, want in BHV kunnen kandidaten van buiten de kieskring op de lijst staan. Kandidaten van BHV kunnen bovendien stemmen halen van kiezers buiten de kieskring, wat kandidaten van de kieskring Leuven niet kunnen. Dat kan nog voor problemen zorgen.

Over de 300.000 studenten heb ik niets gehoord. Ze weten die nu tenminste dat de politieke belangen van de meerderheid belangrijker zijn dan hun belangen en ze weten dus meteen ook op wie ze op 10 juni niet moeten stemmen. (*Applaus van CD&V*)

03.05 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Onze eerste minister is toch werkelijk een ongelooflijk 'liegebeest'. Tijdens de vorige vraag verweet hij ons te willen discrimineren, tijdens deze vraag beweert hij dat mijn partij niets geeft om de arresten van het Arbitragehof. Geen enkele keer komt hij echter tot de kern van de zaak. Van de argumenten die hij in 2003 gebruikte om de verkiezingsdatum te vervroegen, is nu geen enkel spoor meer. De waarheid is dat hij gewoon uitvoert wat de heer Slangen dicteert. Het kwam er dus op aan de meest geschikte datum te vinden en net zoals vier jaar geleden heeft dat helemaal niets met studenten of vakantiegangers te maken. De PS heeft namelijk geëist dat de verkiezingen zouden plaatsvinden na de verwachte verkiezing van presidentskandidate Ségolène Royal in Frankrijk. De Franstaligen hebben dus ook voor de Vlaamse kiezers de knoop doorgehakt en de eerste minister en zijn partij kruipen op hun knieën achter de PS aan.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Greta D'hondt aan de eerste minister over "het openstellen van de arbeidsmarkt voor buitenlandse werknemers" (nr. P1719)

04.01 Greta D'hondt (CD&V): Toen in 2004 tien nieuwe lidstaten tot de Europese Unie toetraden, besloot ons land de grenzen niet meteen open te stellen voor buitenlandse arbeidskrachten. Er kwam een overgangsperiode tot 1 mei 2006 om een en ander in wetten te gieten. Begin 2006 stelden we echter vast dat paars de nodige maatregelen nog altijd niet had genomen en op uitstel aandrong.

CD&V is steeds een voorstander geweest van open grenzen voor buitenlandse werknemers, maar er moeten wel vier voorwaarden vervuld zijn. Die voorwaarden komen overeen met deze van minister Vanvelthoven. Vandaag zijn hiervan slechts twee voorwaarden vervuld. Wil men een en ander nog voor 1 mei 2007 regelen, dan zal er snel moeten worden gewerkt. Wat is de stand van zaken?

04.02 Eerste minister Guy Verhofstadt (*Nederlands*): Wij hebben ter zake een andere visie dan mevrouw D'hondt, die de grenzen makkelijk wil openstellen. Wij hebben steeds vier voorwaarden gesteld. (*Protest van CD&V*)

Bovendien was de streefdatum voor de openstelling steeds medio 2007.

De verplichte voorafgaande melding van grensoverschrijdende arbeid werd goedgekeurd via de programmawet. Wat de hoofdelijke aansprakelijkheid inzake loon- en arbeidsvoorwaarden van buitenlandse ter beschikking gestelde werknemers betreft, bereidt de administratie een ontwerp voor. Na goedkeuring door de Ministerraad wordt het aan het Parlement voorgelegd. Derde voorwaarde was een samenwerkingsakkoord tussen de inspectiediensten om misbruiken beter te bestrijden. Via de programmawet is daartoe de dienst SIOD opgericht. Inzake het vorderingsrecht van buitenlandse werknemers en werknemersorganisaties bij Belgische rechtbanken, werd een ontwerp aan de Nationale Arbeidsraad (NAR) bezorgd. Het advies van de NAR wordt nu verwerkt in het ontwerp, waarna het advies van de Raad van State wordt gevraagd.

Ik denk dat de vier voorwaarden nog in deze regeerperiode zullen kunnen worden vervuld. Meteen daarna kan een in Ministerraad overlegd KB worden uitgevaardigd.

Minstens even belangrijk vind ik het dat we inmiddels werk hebben gemaakt van de beloofde eenvoudige procedure voor het afleveren van arbeidsvergunningen. Op die manier zullen buitenlandse werknemers in knelpuntberoepen veel makkelijker toegang krijgen tot onze arbeidsmarkt.

04.03 Greta D'hondt (CD&V): Andermaal bewijst de eerste minister dat hij nooit luistert naar anderen. Ik heb duidelijk gezegd dat voor CD&V aan vier voorwaarden moet zijn voldaan, maar de eerste minister beweert hierop boudweg dat ik zomaar voor open grenzen ben. Dat soort prietpraat hangt me werkelijk de keel uit! (*Applaus van CD&V*)

Het antwoord van vandaag verschilt niet van wat we al begin november 2006 in de commissie te horen kregen. De regering staat dus stil. De eerste mei komt heel dichtbij, maar de eerste minister kan enkel hopen dat een en ander dan – drie jaar na de aanvankelijk geplande datum - in orde zal zijn. Door anderen belachelijk te maken, verheelt hij dat zijn regering slechts een aankondigingsbeleid voert.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van mevrouw Hilde Vautmans aan de minister van Ambtenarenzaken, Maatschappelijke Integratie, Grootstedenbeleid en Gelijke Kansen over "de toename van het aantal voedselpakketten en van het aantal klanten in de sociale restaurants" (nr. P1722)

05.01 Hilde Vautmans (VLD): In 2005 deden 250.000 mensen een beroep op voedselhulp, in 2006 steeg dit tot 450.000. Het valt op dat steeds vaker jonge, alleenstaande moeders in de armoede belanden. Ook het aantal mensen dat in sociale restaurants gaat eten, stijgt spectaculair.

Welke initiatieven plant de minister voor alleenstaande, gescheiden moeders in de armoede? Ik dring aan op specifieke maatregelen. Wanneer komt het grote debat dat de minister in de commissie beloofde? Hopelijk kan het nog in deze regeerperiode. Ik ben ervan overtuigd dat mijn partij met haar pleidooi voor arbeidsparticipatie het beste voorstel heeft om armoede te voorkomen.

05.02 Minister Christian Dupont (Nederlands): Het feit dat steeds meer mensen een beroep doen op de voedselbanken is niet nieuw. We verzamelden daarover gegevens in het hele land en luisterden naar alle actoren. Dat leidde tot een rapport, dat nu zo goed mogelijk in de praktijk wordt uitgevoerd. De regering nam vele maatregelen: invoering van de werkbonus, verbetering van de maximumfactuur, de schoolpremies en het stookoliefonds, verhoging van het minimumloon en het leefloon, welvaartsvastheid van de uitkeringen, vermindering van de btw in de sociale woningbouw, verplichte vermelding van huurprijzen en verplichte registratie van huurcontracten. Energie en huur maken een aanzienlijk deel uit van de kosten voor levensonderhoud en precies op die terreinen nam de regering de meest verregaande maatregelen. Het is een schande dat de armoede nog steeds toeneemt en nieuwe vormen aanneemt. De problematiek is zeer ingewikkeld en er zijn nog meer maatregelen nodig, onder meer op het vlak van de minimumuitkeringen en het dichten van de digitale kloof, die repercussies heeft op de arbeidsmarkt.

05.03 Hilde Vautmans (VLD): De regering nam inderdaad goede initiatieven om de armoede in te dijken, maar toch is een bijkomend debat nodig. Wij vragen specifieke maatregelen voor alleenstaande ouders en langdurig werklozen, die via een buurtjob kunnen worden geholpen. Werk geeft immers nog altijd de beste sociale bescherming.

Het incident is gesloten.

06 Samengevoegde vragen van

- de heer Guido De Padt aan de minister van Mobiliteit over "de invoering van het

wegenvignet" (nr. P1723)

- de heer François Bellot aan de minister van Mobiliteit over "de invoering van het wegovignet" (nr. P1724)

06.01 Guido De Padt (VLD): Het Vlaamse Gewest wil vanaf 1 januari 2008 een wegovignet invoeren voor alle weggebruikers op alle wegen. Ook het Brusselse en Waalse Gewest staan achter het initiatief. Het vignet zal 60 euro per jaar kosten en voor Belgen worden gecompenseerd via de verkeersbelasting. Duitsland en Nederland betwijfelen dat dit vignet de EU-toets zal doorstaan. Een professor van de KULeuven bevestigt in *De Tijd* dat de teruggave van het bedrag aan de Belgische autobestuurders een discriminatie inhoudt ten opzichte van de andere EU-onderdanen. Zal het wegovignet de EU-toets doorstaan?

Volgens Vlaams minister Van Brempt is de datum van 1 januari 2008 afhankelijk van de snelheid waarmee de federale regering een aantal maatregelen uitvoert. Welke federale maatregelen zijn nodig? Zal die datum worden gehaald?

06.02 François Bellot (MR): Wat zijn uw intenties ten aanzien van het wegovignet voor een korte periode? Zal u daarnaast specifieke fiscale maatregelen treffen?

Komt er een specifieke wijziging van de huidige regeling voor vrachtwagens? Welke maatregelen zal u treffen voor de erkenning van de belangrijke verkeersassen van ons land, waarvoor overleg met de Gewesten nodig is?

06.03 Minister Renaat Landuyt (Nederlands): Het is op zijn minst eigenaardig dat Nederland zo heftig reageert. Het kondigde zelf in december 2005 een aanrekening per kilometer aan voor het gebruik van de wegen, een bedrag dat bovendien in mindering zal worden gebracht op de voertuigenbelasting.

Er bestaat nu al een Europese richtlijn voor vrachtwagens vanaf 3,5 ton. Er bestaat dus een Europees kader met voorwaarden voor de invoering van een wegovignet. Als de Gewesten op 1 januari 2008 in België een wegovignet invoeren, dan zal dat aan de bestaande EU-voorwaarden voldoen.

In heel Europa is er een tendens om de weggebruiker meer te belasten dan de inwoner van een regio. België is een transitland. Dat betekent dat wij nu de wegen betalen die door alle Europeanen worden gebruikt. Wij proberen in die zin meer Europese gelijkheid te bereiken door - in goede samenspraak - iedereen evenveel te doen betalen.

De Gewesten bereikten een akkoord over de verdeling van de opbrengst van het wegovignet. Over andere modaliteiten wordt nog onderhandeld. De federale regering onderzoekt, op vraag van de gewestregeringen hoe een en ander technisch kan worden gerealiseerd. De bevoegdheidsverdeling noopt ons tot samenwerken.

06.04 Guido De Padt (VLD): Welke initiatieven moet de federale regering nog nemen? Of betreft dit eerder de bevoegdheid van minister Reynders?

Ik ben geen tegenstander van een belasting voor wie de wegen gebruikt, maar ik hoopte dat een 'intelligente kilometerheffing' rekening zou houden met de vervuilingsgraad van de wagen, het tijdstip waarop en de plaats waar men rijdt, zoals de SERV voorstelt. Een forfaitaire belasting van 60 euro houdt daar allemaal geen rekening mee. De kans dat Europa dit vignet niet aanvaardt, is overigens niet onbestaande.

06.05 François Bellot (MR): Werd er reeds over een in de tijd beperkt wegovignet onderhandeld? Is u er voorstander van? Dat is erg belangrijk voor het toerisme.

06.06 Minister Renaat Landuyt (Frans): Het behoort tot de bevoegdheid van minister Reynders om de

belastingwetten te wijzigen.

Indien er een variabel vignet wordt ingevoerd, moet dat volgens Europa verband houden met het gebruik van de weg. Europa als dusdanig is eerder tegen.

Wat het in de tijd beperkt wegvignet betreft, is het debat geopend. Maar ik denk dat iedereen die zich voor het toerisme inzet, er voorstander van zal zijn.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van de heer Jef Van den Bergh aan de minister van Mobiliteit over "de plaats van bromfietsen klasse B op de openbare weg" (nr. P1725)

07.01 Jef Van den Bergh (CD&V): Het KB van 28 december 2006 bepaalt dat bromfietsen tot en met categorie B vanaf 1 maart 2007 opnieuw op de fietspaden mogen rijden in de bebouwde kom. Over deze wijziging van een vrij recente maatregel werd nauwelijks overleg gepleegd.

Pas sinds 1 januari 2005 werden bromfietzers verplicht om in de bebouwde kom op de rijweg te rijden. Dat wordt nu opnieuw gewijzigd, zonder voorafgaande evaluatie. Het is nochtans logisch dat bromfietsen die tot 45 kilometer per uur mogen rijden, op de rijweg rijden in de bebouwde kom, want het snelheidsverschil met het autoverkeer is daar veel kleiner dan het verschil met fietsers op de fietspaden. In Nederland, waar bromfietsen al sinds 1999 op de rijweg rijden, werd deze maatregel wel geëvalueerd: het aantal verkeersslachtoffers is er gedaald met 31 procent, het aantal fietsslachtoffers met 32 procent en het aantal voetgangersslachtoffers met 38 procent.

Waarom wordt het verkeersreglement opnieuw gewijzigd en waarom gebeurde dit zonder overleg of evaluatie? Waarom werd deze wijziging niet besproken tijdens de consultatieronde van de Federale Commissie voor de Verkeersveiligheid over de vereenvoudiging van het verkeersreglement, zodat de Fietzersbond had kunnen reageren?

07.02 Minister Renaat Landuyt (*Nederlands*): Nadat er een KB werd uitgevaardigd met maatregelen in het voordeel van de fietsers, werd er nu een KB uitgevaardigd met maatregelen voor de gemotoriseerde tweewielers. Zoals bij alle wijzigingen aan het verkeersreglement werd er uitgebreid overlegd met de Gewesten en de wegbeheerders. Aan dit KB is meer dan een jaar overleg voorafgegaan.

In België geldt niet overal in de bebouwde kom een snelheidsbeperking van maximum 50 kilometer per uur. In de realiteit zijn er veel plaatsen waar er een maximumsnelheid van 70 kilometer per uur wordt opgelegd. De maatregel van mijn voorganger die bepaalde dat bromfietzers in de bebouwde kom altijd op de rijbaan moeten rijden, was iets te drastisch. Vele gemeenten vroegen of zij geen uitzonderingen konden toestaan op die regel met het oog op de veiligheid van de bromfietzers.

In het nieuwe KB gebruiken wij niet meer het criterium van de bebouwde kom, maar dat van de maximumsnelheid van 50 kilometer per uur. Op bepaalde plaatsen waar die snelheidsbeperking geldt, vinden sommige gemeenten het toch veiliger om de bromfietsen op het fietspad te laten rijden. Zij vragen de verantwoordelijkheid om zelf te kunnen beslissen. Vanaf 1 februari zal de situatie voor de verschillende weggebruikers dus weer veiliger worden.

07.03 Jef Van den Bergh (CD&V): De minister kan naar geen enkel onderzoek verwijzen waarop deze beslissing gebaseerd zou zijn. Als het op bepaalde plaatsen veiliger zou zijn om bromfietzers op het fietspad te laten rijden, dan is het perfect mogelijk om door middel van lokale borden af te wijken van de algemene regel. In Nederland moeten bromfietzers op het fietspad rijden als er op de rijweg een maximumsnelheid geldt van 70 kilometer per uur. De Belgische situatie, die inderdaad soms te drastisch was, had net zo goed in die zin aangepast kunnen worden.

Op 27 oktober 2006 gaf het BIVV een advies waarin stond dat de maatregel om bromfietzers op de rijbaan te laten rijden, het aantal ongevallen met bromfietzers, fietsers en voetgangers vermindert en dat het afschaffen van deze recente maatregel zonder deze eerst te evalueren, niet getuigt van een coherent beleid. Deze wijziging is op niets gebaseerd en is nadelig voor alle zwakke weggebruikers.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Brigitte Wiaux aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken over "het verdachte overlijden van een jongere in een politiebureau te Geldenaken" (nr. P1720)

08.01 Brigitte Wiaux (cdH): We vernamen in de pers dat een jongeman van twintig, die dinsdagochtend werd aangehouden wegens openbare dronkenschap, omstreeks 20 uur dood werd aangetroffen in een cel van het commissariaat van Geldenaken toen politieagenten hem wilden vrijlaten. De moeder van die jongen verwijt de politie onachtzaamheid, wat door de burgemeester van Geldenaken wordt ontkend.

Beschikt u over informatie met betrekking tot het overlijden van die jongeman? Ging het gewoon om dronkenschap of om een alcoholcoma? Welke procedures moeten worden gevolgd wanneer iemand wordt aangehouden wegens openbare dronkenschap? Is in een medische begeleiding voorzien? Is er sprake van verzuim?

08.02 Minister Patrick Dewael (Frans): De korpschef van de lokale politie deelt me mee dat de politie op dinsdag 16 januari omstreeks 11 uur een oproep kreeg omdat een jongeman van twintig, overigens geen onbekende voor de politie, voor overlast zorgde. Aangezien hij dronken was, werd hij opgesloten. Dat gebeurde rond 11.30 uur. Toen de politiemensen hem omstreeks 20.05 uur wilden vrijlaten, troffen ze hem ineengezakt tegen de muur van zijn cel aan. Ze deden meteen het nodige om dringende hulpverlening op gang te brengen. Er loopt een gerechtelijk onderzoek en er werd een autopsie gevraagd. Wanneer een persoon administratief wordt aangehouden, wordt hij onschadelijk gemaakt, krijgt de handboeien om, wordt vervolgens gefouilleerd; alle voorwerpen die zijn fysieke integriteit in gevaar zouden kunnen brengen, worden in beslag genomen. Zo nodig wordt er een arts bijgehaald.

We moeten de resultaten van het lopend gerechtelijk onderzoek afwachten.

08.03 Brigitte Wiaux (cdH): Ik zal nauwlettend toezien op het gevolg dat aan dat ongelukkig voorval zal worden gegeven. Het is belangrijk dat er wordt op gewezen dat de gezondheidstoestand van een arrestant moet worden vastgesteld door iemand die bekwaam en bevoegd is, met andere woorden door een arts.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Marie-Claire Lambert aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de inspanningen die van de farmaceutische bedrijven worden gevraagd" (nr. P1721)

09.01 Marie-Claire Lambert (PS): Sinds 2004 heeft u al tal van inspanningen ten voordele van de farmaceutische industrie geleverd.

In *L'Echo* van vanochtend stelt u bereid te zijn bijkomende inspanningen ten gunste van de farmaceutische industrie te leveren, op voorwaarde dat zij hetzelfde doet.

Wat is uw standpunt met betrekking tot innovatieve geneesmiddelen en de therapeutische meerwaarde? Hoe zit het met de prijs van de nieuwe moleculen? Voor welke maatregelen pleit u op het vlak van de marketing? Wat vindt u van de jongste voorstellen van de farmaceutische industrie, die een uitbreiding voorstaat van het aanbod van geneesmiddelen waarvoor geen geneeskundig voorschrift vereist is?

09.02 Minister Rudy Demotte (Frans): De samenleving wil veel geld op tafel leggen voor een geneesmiddel dat doeltreffend is en een therapeutische meerwaarde biedt. Een Amerikaanse studie heeft aangetoond dat 85 procent van de nieuwe moleculen die tijdens de afgelopen tien jaar op de markt werden gebracht, een betwistbare therapeutische waarde hadden of eigenlijk reeds bestaande moleculen waren. Transparantie is noodzakelijk, niet alleen inzake de therapeutische kwaliteit maar ook wat de kostprijs van de geneesmiddelen, de investeringen in het onderzoek en de marketing betreft. Ter zake kan België niet buiten het Europese kader optreden en heeft de Europese Unie nog heel wat werk voor de boeg.

Wat de wil van de regering betreft, die bestaat erin het onderzoek te promoten. Dat is in ons belang, zowel wat de werkgelegenheid als de volksgezondheid betreft, maar dan moet er wel een duidelijk kader voor

bestaan.

09.03 Marie-Claire Lambert (PS): Ik deel uw analyse, vooral wat het Europese kader betreft. U hebt echter niet geantwoord op mijn vraag inzake de voorgestelde uitbreiding voor de geneesmiddelen die zonder voorschrift beschikbaar zijn.

09.04 Minister Rudy Demotte (Frans): De promotie van die geneesmiddelen is een techniek die door de farmaceutische bedrijven wordt toegepast. Ze brengen geneesmiddelen op de markt die de naam hebben vernieuwend te zijn, om de inkomstenderving door het verstrijken van sommige brevetten te compenseren. Die praktijken zijn noch voor de portemonnee, noch voor de gezondheid van de burger een goede zaak.

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Colette Burgeon aan de minister van Leefmilieu en minister van Pensioenen over "het CO₂-plan 2008-2012" (nr. P1726)

10.01 Colette Burgeon (PS): De Europese Commissie heeft het Belgische nationaal plan voor de toewijzing van quota voor de CO₂-uitstoot voor de periode 2008-2012 goedgekeurd, mits die quota met 7 procent verminderd worden. De industrie klaagt over het gebrek aan overleg, en wijst erop dat bepaalde sectoren de uitstoot zonder fundamentele wijziging van hun productiemethoden niet verder zullen kunnen terugdringen. De industrie verwijt de experts ook dat ze voor hun berekeningen uitgegaan zijn van het jaar 2005, en niet van het gemiddelde van de jaren 2003 tot 2007.

Welke maatregelen heeft u getroffen om het nieuwe nationale toewijzingsplan te respecteren? Welk tijdschema werd er afgesproken met de Gewesten? Hoe zal u op de opmerkingen van de industrie reageren?

10.02 Minister Bruno Toubback (Frans): België moet de aan de bedrijven toegewezen quota aan emissierechten met 4,82 miljoen ton verminderen. Dat heeft de Commissie besloten, rekening houdend met de broeikasgasuitstoot in 2005, de doelstellingen van het Kyoto-protocol, het technologische potentieel, de verwachte economische groei en de verbetering inzake energie-efficiëntie en koolstofgehalte. Daarnaast onderstreepte de Commissie dat er achteraf niet meer getornd mag worden aan de toewijzing van uitstootrechten.

De Gewesten zijn bevoegd voor de toekenning van de totale hoeveelheid emissierechten. Zij moeten het overleg regelen.

In de schoot van de Nationale Klimaatcommissie kan een werkgroep over het systeem van de emissierechten worden opgericht die haar opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen aan de Commissie zal overmaken. Ik zal erop toezien dat de Commissie een en ander correct inschat en met de geleverde inspanningen rekening houdt. Anderzijds steun ik de Commissie in haar streven om een doeltreffend systeem voor de Europese handel in emissierechten op poten te zetten.

Alle sectoren zullen hun uitstoot moeten verlagen, maar het spreekt voor zich dat er oplossingen moeten worden gevonden voor sectoren die niet tot het systeem behoren, met name die van het wegvervoer.

10.03 Colette Burgeon (PS): Kan u ons de adviezen bezorgen die naar de Commissie zullen worden gestuurd?

Ten slotte wil ik uw aandacht vestigen op het probleem van sommige bedrijven die zich binnenkort uit een sector zullen terugtrekken maar die desondanks hun uitstoot in die sector moeten terugdringen.

Het incident is gesloten.

11 Vraag van de heer Denis Ducarme aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de onveiligheidsproblematiek bij de NMBS" (nr. P1727)

11.01 Denis Ducarme (MR): Eind vorig jaar hebt u me in de commissie geantwoord dat u geen statistieken per provincie of lijn bezat over de evolutie van de onveiligheid bij het spoor. Uw veiligheidsbeleid voor de NMBS is dus niet wetenschappelijk onderbouwd.

Ik zal u die statistieken bezorgen, onderverdeeld per provincie en per soort overtreding, zodat u ze nader kan bekijken. Ik heb ze van minister Dewael gekregen. Kan u me bevestigen dat u uw veiligheidsplan op grond van wetenschappelijke elementen zal herzien?

Kan u ons meedelen welke bedragen sinds 2003 in elk van de Gewesten in de veiligheid van het spoornet werden geïnvesteerd? Het verbaast me namelijk dat de statistieken tussen 2000 en 2005 aantonen dat de inbreuken op de fysieke integriteit van personen met zestig procent zijn gestegen in het Brussels Gewest, met veertig procent in Wallonië en met slechts vier procent in Vlaanderen.

Eind vorig jaar verklaarde u dat de gebieden die het meest door de onveiligheid op het NMBS-net werden getroffen, zich in een straal van dertig kilometer rond Brussel bevinden. De ervaring leert mij, en dat blijkt ook uit deze statistieken, dat dat niet het geval is. Overweegt u een specifiek plan uit te werken voor de provincies waar het aantal gevallen van aantasting van de fysieke integriteit van personen is toegenomen?

11.02 Staatssecretaris **Bruno Tuybens** (Frans): De NMBS beschikt alleen over statistieken inzake de agressie tegen haar personeel. Voor de gegevens betreffende de treinreizigers is de federale politie bevoegd. Ik verwijs u dan ook naar de heer Dewael voor een antwoord op uw vraag. Elk jaar wordt er een veiligheidsplan opgesteld waarvan Securail de dagelijkse opvolging verzekert – onder andere met vijftig nieuwe agenten.

De acties in het veld lijken me belangrijker dan puur statistische studies.

11.03 **Denis Ducarme** (MR): Ik zal er in de commissie op terugkomen, maar ik hoop dat u in het kader van uw bevoegdheden rekening zal houden met die statistieken die aantonen dat de agressie in het Franstalige landsgedeelte toeneemt. Securail moet de brigades komen versterken die de grootste moeilijkheden kennen. Maakt Securail deel uit van de NMBS? Waarvoor dient Securail?

11.04 Staatssecretaris **Bruno Tuybens** (Frans): Securail behoort tot de NMBS-groep.

11.05 **Denis Ducarme** (MR): Als de agenten van Securail zich op een trein bevinden, moeten ze toch de veiligheid verzekeren?

11.06 Staatssecretaris **Bruno Tuybens** (Frans): Inderdaad.

11.07 **Denis Ducarme** (MR): U bent de 'politieke locomotief' van de NMBS en ik zal de verdere afhandeling van dit dossier met de grootste aandacht volgen.

Het incident is gesloten.

12 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Jean-Marc Nollet aan de staatssecretaris voor Overheidsbedrijven, toegevoegd aan de minister van Begroting en Consumentenzaken, over "de mogelijke vestiging van autonome overheidsbedrijven in belastingparadijzen" (nr. P1728)

- de heer Benoît Drèze aan de eerste minister over "de fraude bij de bezoldiging van kaderleden door Sabena" (nr. P1729)

12.01 **Jean-Marc Nollet** (ECOLO): De toenmalige toezichthoudende ministers lijken net als wij gisteren uit persberichten te hebben vernomen dat Sabena, via belastingparadijzen zoals Bermuda, een aanvullende bezoldigingsregeling had uitgewerkt voor de topmanagers van het bedrijf.

Volgens *Le Soir* heeft een lid van de regering dat aanwezig was op de toenmalige raad van bestuur verklaard dat hij in kennis werd gesteld van de oprichting van een dochterbedrijf op de Bermuda-eilanden. Op welke manier heeft hij die informatie aan de toenmalige regering meegedeeld? Vindt u een dergelijke situatie, waarvan de regering op de hoogte was, aanvaardbaar?

Hoe zit het met dergelijke praktijken in alle autonome overheidsbedrijven waarop u momenteel het toezicht uitoefent?

12.02 Benoît Drèze (cdH): Het verheugt me dat de heer Tuybens op mijn vraag kan antwoorden, maar de gehele regering zal zich hier eveneens over moeten uitspreken.

Het doet me eveneens plezier dat de EBA op zijn minst de verdienste heeft gehad dat deze informatie aan het licht is gekomen. De verwarring is compleet. De heer Godefroid heeft het over 7 tot 10 miljoen euro voor de periode van 1992 tot 1997, terwijl het volgens de curator over verwaarloosbare bedragen gaat. We zullen voor volledige klaarheid moeten zorgen, zonder met de partijaanhorigheid van dezen en genen rekening te houden.

Was de raad van bestuur op de hoogte? Zal de Staat, die de belasting op die sommen misliep, zich burgerlijke partij stellen? Hoe kunnen we een herhaling van dergelijke feiten voorkomen, wetend dat de wetgeving niet werd gewijzigd?

12.03 Minister Bruno Tuybens (*Nederlands*): Ik ben natuurlijk geschokt door wat er aan het licht gekomen is over Sabena. Maar het is te vroeg om uitspraken te doen over de grond van de zaak. We moeten het geheim van het lopende onderzoek respecteren. Ik heb er vertrouwen in dat het gerecht eventuele malversaties tot op het bot zal onderzoeken en dat de schuldigen niet ongestraft zullen blijven. (*Frans*)

(*Frans*) Ik heb geen reden om te vermoeden dat dergelijke praktijken voorkomen in de autonome overheidsbedrijven die thans onder mijn toezicht staan. Toen ik De Post, de NMBS en Belgacom die vraag voorgelegd heb, hebben ze geantwoord dat ze geen gebruik maken van fiscale paradijzen om hun topmanagers te vergoeden.

(*Nederlands*) Een conclusie die we nu reeds kunnen trekken is dat er nood is aan meer transparantie in de bedrijfswereld, ook in de overheidsbedrijven. Volgens de media was de raad van bestuur van Sabena niet op de hoogte van het illegale verloningssysteem. Ook de parlementaire onderzoekscommissie is er niet in geslaagd dit aan het licht te brengen. Het is dus duidelijk dat openheid cruciaal is. De vrijwillige code inzake *corporate governance* heeft nog geen vruchten afgeworpen. Als vrijwilligheid tot vrijblijvendheid leidt, moet de wetgever ingrijpen.

12.04 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Er moet een strengere regelgeving komen teneinde de transparantie te bereiken die van een overheidsbedrijf verwacht wordt. In het Parlement werk ik trouwens nauw samen met onder meer collega Van der Maelen om paal en perk te stellen aan elke steun voor de fiscale paradijzen. In de commissie zal ik nog op die kwestie terugkomen.

12.05 Benoît Drèze (cdH): Ik dank de staatssecretaris voor zijn eerlijk antwoord, maar is hij zich bewust van de ernst van het dossier?

U is het eens met de curator om het gerecht zijn werk te laten doen. Maar ik hoop dat u het niet eens is met zijn bewering dat die constructie niet veel voorstelt.

Met dat geld heeft men zowel het stilzwijgen van de kaderleden - op het ogenblik dat Swissair een hold-up pleegde tegen Sabena - als dat van de vakbondsleiders - tegen een achtergrond van sociale onrust - gekocht. Dat is bijzonder ernstig en moet overeenkomstig zwaar bestraft worden!

Het incident is gesloten.

13 Agenda

De **voorzitter**: Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 17 januari 2007, stel ik u voor op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag in te schrijven:

- het wetsontwerp tot wijziging van artikel 8ter van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap (nr. 2772/1 tot 4)
- het wetsvoorstel van mevrouw Greet Van Gool en de heer Dirk Van der Maelen tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap (nr. 1120/1 en 2)
- het wetsontwerp houdende diverse bepalingen met het oog op de integratie van de kleine risico's in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor de zelfstandigen (nr. 2764/1 tot 4).

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

13.01 Pieter De Crem (CD&V): Mijn fractie vraagt nogmaals de tekst van het regeringscompromis inzake de voorwaardelijke invrijheidstelling. De premier had ons die tekst beloofd na mijn interpellatie over de ontsnapping van de heer Hoxha in september 2006.

De **voorzitter**: De heer Tant heeft hierover terecht meermaals vragen gesteld in de Conferentie van voorzitters. Ik heb minstens één brief over de kwestie verstuurd. Gisterenavond heb zonder enige begeleiding een tekst ontvangen. Het blijkt om de volledige tekst te gaan. Ze wordt in de loop van de vergadering bezorgd.

13.02 Paul Tant (CD&V): In de Conferentie van voorzitters kwam ook een bevoegdheidskwestie aan de orde. De voorzitter heeft mij een brief gestuurd waarin hij zegt dat er uitdrukkelijk over dit bevoegdheidsprobleem is gesproken in de commissie Financiën. De minister heeft daarbij verwezen naar de tekst van de regering waarin die haar houding bepaalt over het advies van de Raad van State. Dit antwoord voldoet voor mij niet, want artikel 3 bis, paragraaf 3, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State bepaalt dat het Overlegcomité moet worden geraadpleegd wanneer een advies van de Raad van State een bevoegdheidsprobleem aan het licht brengt. Het inhoudelijke antwoord van de regering is daarbij van geen tel. Volgens het voorlopige verslag van de commissie voor Financiën heeft de minister niet gezegd dat het Overlegcomité daarover werd geraadpleegd.

De **voorzitter**: De heer Tant heeft mij er in de Conferentie van voorzitters op gewezen dat het ontwerp in de commissies voor Financiën en Bedrijfsleven behandeld was. Ik heb de nodige conclusies getrokken. Ik heb het antwoord met de nodige spoed doorgestuurd. Ik aanvaard de opmerking van de heer Tant. Ik laat dit dringend nakijken, want ik meen te weten dat het in de commissie Financiën is goedgekeurd.

13.03 Paul Tant (CD&V): De uitslag van de stemming in de commissie hierover doet niet ter zake. Men moet eerst het Overlegcomité samenroepen.

De **voorzitter**: Ik laat het nogmaals bekijken.

13.04 Paul Tant (CD&V): Hopelijk kan dit voor de behandeling van het ontwerp begint.

Wetsontwerpen en wetsvoorstel

14 Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol Nr. 7 bij het Verdrag ter Bescherming van de rechten van de mens en de Fundamentele Vrijheden, gedaan te Straatsburg op 22 november 1984 (2812/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

De **voorzitter**: Vraagt iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2812/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

15 Wetsontwerp betreffende de toetreding van België tot het Protocol van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee, gedaan te Londen op 11 november 1988 (2813/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

Vraagt iemand het woord? *(Nee)*

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2813/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

16 Wetsontwerp houdende instemming met het Burgerlijk Verdrag inzake corruptie, gedaan te Straatsburg op 4 november 1999 (2814/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

Vraagt iemand het woord? *(Nee)*

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2814/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

17 Wetsontwerp houdende instemming met het Tweede Aanvullend Protocol, ondertekend te Brussel op 11 oktober 2004, tot wijziging van de Overeenkomst tussen België en Italië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting op het gebied van belastingen naar het inkomen, en van het Slotprotocol, ondertekend te Rome op 29 april 1983 (2815/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

Vraagt iemand het woord? *(Nee)*

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2815/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

18 Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol houdende wijziging van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF) van 9 mei 1980, gedaan te Vilnius op 3 juni 1999 (2816/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

Vraagt iemand het woord? *(Nee)*

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2816/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

19 Wetsontwerp houdende instemming met het Bilateraal Akkoord over wederzijdse administratieve bijstand op het gebied van de douane tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Madagaskar, ondertekend te Brussel op 26 februari 2003 (2817/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

Vraagt iemand het woord? *(Nee)*

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2817/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

20 Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Mauritius inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Brussel op 30 november 2005 (2818/1)

Overgezonden door de Senaat

Zonder verslag

Algemene bespreking

Vraagt iemand het woord? *(Nee)*

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2818/1)

Het wetsontwerp telt 2 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 en 2 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

21 **Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap (2772/1-4)**
- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap (1120/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

21.01 **Danielle Van Lombeek-Jacobs**, rapporteur: Ik verwijs naar mijn schriftelijk verslag.

21.02 **Pierrette Cahay-André** (MR): Het gaat hier om een logische aanpassing aan de technologische evolutie waardoor die dossiers sneller kunnen afgehandeld worden en het werk van het personeel van de verschillende diensten vergemakkelijkt wordt. We gaan in de goede richting en de staatssecretaris moet op de ingeslagen weg doorgaan. We zullen de initiatieven die daarbij aansluiten, steunen.

21.03 **Greet van Gool** (sp.a-spirit): De administratieve vereenvoudiging voor personen met een handicap is een goede zaak, vooral wat de rechtstreekse uitwisseling van gegevens tussen overheidsdiensten betreft. Ooit heb ik ter zake zelf een actieplan ingediend.

De datum van inwerkingtreding moet via een KB worden bepaald. Dat gebeurt best zo snel mogelijk. Er moet wel over worden gewaakt dat een en ander pas in werking treedt als de gegevensuitwisseling echt op punt staat. Vooral de gegevens van de FOD Financiën hebben een rechtstreekse invloed op het bedrag van de tegemoetkoming, dus is het erg belangrijk dat die gegevens meteen juist zijn.

Het amendement dat in de commissie werd ingediend, herneemt een wetsvoorstel dat ik destijds samen met de heer Van der Maelen indiende. Het beoogt een automatisch onderzoek van het recht op een inkomensvervangende en integratietegemoetkoming voor kinderen die een verhoogde kinderbijslag ontvangen. Volgens de huidige regeling verliezen ze de bijslag wanneer ze 21 zijn en moeten ze dan een tegemoetkoming aanvragen. Door van die aanvraag nu een automatisme te maken, worden lange wachttijden en een onderbreking in de uitkeringen vermeden.

Ik ben blij dat het amendement unaniem werd goedgekeurd, maar dring erop aan dat de staatssecretaris de bepaling snel uitvoert. (*Applaus*)

21.04 **Muriel Gerkens** (ECOLO): Ik steun dit ontwerp, dat in principe tot doel heeft het leven van personen met een handicap gemakkelijker te maken doordat ze bepaalde wijzigingen in hun situatie niet langer hoeven te melden. De staatssecretaris hoopt de behandeling van een dossier, die nog altijd meer dan acht maanden aansleept - veel te lang dus, ondanks bijna acht jaar van inspanningen om daar wat aan te doen - met drie weken in te korten. Jammer genoeg werd er geen datum van inwerkingtreding voor die bepalingen vastgesteld.

Om de dossiers van personen met een handicap die een tegemoetkoming aanvragen te bespoedigen, heb ik de staatssecretaris gevraagd of er wel degelijk sprake was van een uniformering van het onderzoek van de zelfredzaamheid van de personen die een dossier indienen. Zij heeft mij enkel geantwoord dat een werkgroep met vertegenwoordigers van de federale overheid en de Gewesten zich over de kwestie buigt. De zittingsperiode loopt ten einde, en er zal nog altijd geen akkoord zijn. In 2004 daarentegen waren de werkzaamheden met mevrouw Van Gool en de gewestministers wel al flink opgeschoten.

Aan dit ontwerp hangt geen datum. Het heeft geen inhoud en hangt met haken en ogen aan elkaar. Het is de incarnatie van het gevoerde beleid. We hebben een amendement gesteund om de administratie de mogelijkheid te bieden een uitkeringsaanvraag voor de gehandicapten in te dienen. Het is gebleken dat de dossiers van kinderen die verhoogd kindergeld wegens een handicap ontvangen, niet noodzakelijk los van de andere dossiers inzake verhoogd kindergeld werden behandeld. Ik betreur dat de staatssecretaris niet hier is om naar de kritiek op dit ontwerp te luisteren.

21.05 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): Ik wil hierop niet reageren.

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2772/4)

Het wetsontwerp telt 4 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 4 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

22 **Wetsontwerp houdende diverse bepalingen met het oog op de integratie van de kleine risico's in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor de zelfstandigen (2764/1-4)**

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

22.01 **Denis Ducarme**, rapporteur: (*Frans*) Het wetsontwerp beantwoordt aan vijf belangrijke doelstellingen: alle zelfstandigen dekken tegen de kleine risico's, hen toelaten integraal gebruik te maken van zowel de maximumfactuur als van het voorkeurstelsel, het begrip "het meest gunstige stelsel" afschaffen, de regels inzake verzekeraar vereenvoudigen en ten slotte de teruggave van financiële reserves «vrije verzekering kleine risico's» van de ziekenfondsen aan hun leden organiseren.

Tijdens de algemene bespreking hebben onze collega's die maatregel unaniem gunstig onthaald en het nut ervan erkend. Ze hebben nochtans ook vragen gesteld en opmerkingen geformuleerd.

Als reactie daarop, wijst minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid Demotte op de structurele maatregelen die in de loop van deze regeerperiode werden ingevoerd om de aangroei van de begroting voor sociale zekerheid te bedwingen. In verband met de vraag of de groeinorm van de uitgaven van 4,5 procent realistisch is, wijst de minister erop dat, op grond van de nieuwe financieringsregeling voor de sociale zekerheid, de groeinorm gecorreleerd is met de daadwerkelijke stijging van de sociale bijdragen. Het verschil moet worden gefinancierd met alternatieve financiering. Die nieuwe regeling beoogt een betere controle op de uitgaven. 85 procent van de zelfstandigen dekken zelf de kleine risico's via een aanvullende verzekering. Voor de 15 procent die zich niet kan verzekeren, is de mutualisering belangrijk.

Mevrouw Sabine Laruelle, minister van Middenstand en Landbouw, legt uit dat met de zelfstandigenorganisaties

onderhandelingen zijn begonnen om tegen 2008 te bepalen wie wat zal betalen en hoe de betrokkenen die betaling zullen verrichten. Een leefbare en duurzame regeling moet worden gewaarborgd. De openbare financiering werd dan ook herberekend, rekening houdend met het feit dat alle zelfstandigen aanspraak zullen maken op de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging.

De minister preciseert tevens dat het koninklijk besluit nr. 38 voorziet in specifieke bijdragen voor starters gedurende drie jaar. De omzetting van die driejarige termijn wat de dekking van de kleine risico's betreft, leek overdreven; daarom is besloten een termijn van achttien maanden in te stellen.

In verband met de opmerkingen van het Algemeen Beheerscomité herinnert de minister eraan dat het zaak is vanaf 1 januari 2008 een gunstige regeling uit te werken, zij het één die binnen de duurzame begrotingslimieten valt.

De amendementen van mevrouw Pieters en de heer Tant worden verworpen. Het amendement van de meerderheid dat strekt tot de opheffing van de datum vanaf welke de ziekenfondsen en de landsbonden noch over aanpassingen van de bijdragen kunnen beslissen, noch nieuwe categorieën van leden kunnen instellen, wordt eenparig aangenomen.

Het wetsontwerp werd door de leden van de twee verenigde commissies eenparig aangenomen (*Applaus op alle banken*)

Dan kom ik tot mijn persoonlijk betoog. De integratie van de kleine risico's in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor de zelfstandigen betekent in mijn ogen een grote stap voorwaarts.

Nu de kleine risico's volledig in de gezondheidszorgverzekering van de zelfstandigen worden opgenomen, genieten die eindelijk dezelfde waarborgen als de werknemers. Zo zullen ze zich te gepasten tijde kunnen verzorgen, waardoor hogere kosten – als gevolg van een te late behandeling van de ziekte – kunnen worden vermeden. Net als de werknemers krijgen ze ook recht op de maximumfactuur en op de het RVV (vroegere WIGW)-statuut (rechthebbende op de verhoogde verzekeringstegemoetkoming).

Tijdens de voorbije regeerperiode is het sociaal statuut van de zelfstandigen er sterk op vooruitgegaan. Het aantal zelfstandigen stijgt voortdurend, wat wijst op een, sinds enkele jaren, groeiend vertrouwen in dat statuut. De MR zal dus voor het ontwerp stemmen. (*Applaus bij de MR*)

22.02 Véronique Ghenne (PS): Het was onze plicht de zelfstandigen een grotere bestaanszekerheid te bieden. Zolang de zelfstandigen onder een apart stelsel vallen, kan men moeilijk beweren dat we op het stuk van de gezondheidszorg een universele en doeltreffende bescherming hebben.

Om die leemte op te vullen, heeft de regering beslist om de kleine risico's in de verplichte ziekteverzekering op te nemen. Dit wetsontwerp zorgt ervoor dat die beslissing effectief wordt uitgevoerd.

Vanaf 2008 zal de integratie van de kleine risico's in de verplichte verzekering het mogelijk maken die leemte in de dekking van de kosten voor geneeskundige verzekering aan te vullen.

Wij zullen toezien op de manier waarop in de toekomstige uitvoeringsbesluiten werk zal worden gemaakt van de solidariteit. De solidariteit binnen het sociaal statuut van de zelfstandigen, die wordt afgemeten aan de hand van de draagkracht van elkeen voor evenredige en geplafonneerde verstrekkingen, is ontoereikend. In overleg met de organisaties van zelfstandigen zal naar een billijke oplossing moeten worden gezocht.

Uit onderzoeken blijkt dat aspirant-ondernemers worden afgeschrikt door de onzekere economische conjunctuur en de preciaire sociale bescherming. Een op solidariteit gestoeld vangnet in geval van ziekte zal bevorderend zijn voor de totstandkoming van nieuwe economische initiatieven.

De voorliggende tekst is niet geheel duidelijk: als zou blijken dat de middelen van het globaal beheer niet volstaan om de kleine risico's te dekken van de burgers die in ons land voor nieuwe activiteiten zorgen, zou men volgens ons een beroep moeten doen op de solidariteit van de eigenaars van bloeiende bedrijven.

Mijn fractie zal die tekst goedkeuren, omdat die een belangrijke verbetering van de sociale bescherming der zelfstandigen inhoudt (*Applaus bij de PS*).

22.03 Muriel Gerkens (ECOLO): De Ecolo-fractie zal dit ontwerp eveneens steunen. Het zorgt ervoor dat de zelfstandigen toegang krijgen tot een gedegen gezondheidszorg via een algemene regeling en niet langer op grond van vrijwillige bijdragen. Deze maatregel ligt in het verlengde van de tendens die in 1999 en 2000 werd ingezet, toen de doelstelling werd geformuleerd voor zelfstandigen en werknemers tot een gelijkwaardige, gedegen, socialezekerheidsregeling te komen. Ik betreur echter dat dit ontwerp de nadere regels met

betrekking tot de financiering niet bepaalt.

Ik wil van dit betoog gebruik maken om een en ander in de ruimere context van een beter sociaal statuut voor de zelfstandigen te plaatsen. Dankzij de verzekering tegen de kleine risico's hebben de zelfstandigen zonder onderscheid recht op verzorging, en de bijdrage van de zelfstandigen wordt op een billijke manier berekend ten opzichte van de bijdrage van de loontrekkenden. Toch zullen er nog maatregelen getroffen moeten worden voor de zelfstandigen op het stuk van de vervangingsinkomens bij invaliditeit en arbeidsongeschiktheid en op het stuk van de pensioenen. Er is al vooruitgang geboekt met betrekking tot de alternatieve financiering, maar op langere termijn zal de kwestie van de berekeningswijze en de inning van de sociale bijdragen van de zelfstandigen tegen het licht gehouden moeten worden.

In de komende maanden of jaren zal het systeem van de bijdragen herzien moeten worden en zal men ervoor moeten zorgen dat de zelfstandigen met belangrijke inkomsten niet uit het systeem van solidariteit stappen om een vennootschap op te richten. Ik zal zeker niet zeggen wat er moet gedaan worden. Onderzoekers, vertegenwoordigers van de zelfstandigen en politieke actoren zullen deze kwestie nog moeten bespreken.

Dit ontwerp is echter een belangrijke stap vooruit; wij hebben er lang op gewacht en zullen het met plezier steunen.

22.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Frans*): Ik wil de sprekers en de commissieleden bedanken voor het geleverde werk. Het ontwerp werd met eenparigheid van stemmen aangenomen doordat we een evenwicht hebben gevonden tussen de eisen en verwachtingen van de diverse betrokkenen.

Momenteel onderzoeken we samen met de middenstandsorganisaties hoe we die kosten via de sociale bijdragen op het niveau van de zelfstandigen kunnen afwentelen.

22.05 Minister **Rudy Demotte** (*Frans*): Ik zou willen beklemtonen dat deze toenadering tussen de statuten een belangrijk keerpunt in de evolutie van het sociaal recht vormt. Door de zelfstandigen de dekking voor kleine risico's toe te kennen, geven we iedereen gelijke rechten. Het begrip 'kleine risico's' beantwoordt niet meer aan de werkelijkheid. Sommige geneeskundige verstrekkingen, die met de terugbetaling van de kleine risico's zijn verbonden, zijn essentieel.

De **voorzitter**: Vraagt nog iemand het woord? (*Nee*)

De algemene bespreking is gesloten.

Bespreking van de artikelen

Wij vatten de bespreking van de artikelen. De door de commissies aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 85, 4) (2764/4)

Het wetsontwerp telt 52 artikelen.

Er werden geen amendementen ingediend.

De artikelen 1 tot 52 worden artikel per artikel aangenomen.

De bespreking van de artikelen is gesloten. De stemming over het geheel zal later plaatsvinden.

23 Verzending naar andere commissies

Ik stel u voor het wetsontwerp tot vaststelling van een juridisch kader voor bepaalde verleners van vertrouwensdiensten te verwijzen naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw (nr. 2802/1).

Dit wetsontwerp werd vroeger verzonden naar de commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer en de

Overheidsbedrijven.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

Op aanvraag van de heer François Bellot, stel ik u voor het wetsvoorstel van de heren François Bellot, Thierry Giet en Dirk Van der Maelen, mevrouw Annemie Roppe en de heren Alfons Borginon en Melchior Wathelet tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle op de verzekeringsondernemingen, wat de fusie door overneming van de onderlinge verzekeringsverenigingen betreft, te verwijzen naar de commissie belast met de problemen inzake Handels- en Economisch Recht (nr. 2842/1).

Dit wetsvoorstel werd vroeger verzonden naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de nationale wetenschappelijke en culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

24 Benoeming van een secretaris van de Kamer

Ik stel u voor over te gaan tot de benoeming van een secretaris, ter vervanging van mevrouw Anne Barzin, die ontslag heeft genomen als secretaris.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus wordt besloten.

De MR-fractie stelt mevrouw Corinne De Permentier als kandidaat voor.

Geen bezwaar? (*Nee*)

Ik verklaar dus, overeenkomstig artikel 11.6 van ons Reglement, mevrouw Corinne De Permentier benoemd tot secretaris van de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Urgentieverzoek

De regering heeft de spoedbehandeling gevraagd met toepassing van artikel 51 van het Reglement, bij de indiening van het wetsontwerp tot wijziging van artikel 220 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, van artikel 121, § 1, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van artikel 584 van het Gerechtelijk Wetboek en tot invoeging van artikel 41 in de wet van ... op de openbare overnamebiedingen (nr. 2835/1).

Ik stel u voor om ons over deze vraag uit te spreken.

De urgentie wordt bij instemming aangenomen.

25 Inoverwegingneming van voorstellen

Aan de orde is de inoverwegingneming van een reeks voorstellen waarvan de lijst als bijlage gaat.

Geen bezwaar? (*Nee*) De inoverwegingneming is aangenomen.

Naamstemmingen

26 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Bart Laeremans over “de toepassing van het elektronisch toezicht” (nr. 991)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Justitie van 9 januari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 991/1) :

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heren Gerolf Annemans en Bart Laeremans;
- een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Karine Lalieux en door de heer Philippe Monfils.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	79	Oui
Nee	45	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	124	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

27 Moties ingediend tot besluit van de interpellatie van de heer Dirk Claes over "de ex-rijkswachtgebouwen" (nr. 984)

Deze interpellatie werd gehouden in de openbare vergadering van de commissie voor de Financiën en de Begroting van 10 januari 2007.

Twee moties werden ingediend (MOT nr. 984/1) :

- een motie van aanbeveling werd ingediend door de heer Dirk Claes;
- een eenvoudige motie werd ingediend door de heren Luc Gustin en Luk Van Biesen.

Daar de eenvoudige motie van rechtswege voorrang heeft, breng ik deze motie in stemming.

27.01 Dirk Claes (CD&V): Minister Reynders klaagt dat de begroting van de gemeentebesturen tekorten vertoont. Nochtans kan hij daaraan zelf verhelpen door de bedragen uit te betalen die de gemeenten nog te goed hebben voor de overdacht van de voormalige rijkswachtgebouwen. Dan hadden wij onze gemeentebegrotingen gedurende drie jaren - 2003, 2004 en 2006 - niet extra moeten belasten.

De voorzitter:

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	85	Oui
Nee	46	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

De eenvoudige motie is aangenomen. Bijgevolg vervalt de motie van aanbeveling.

28 Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol Nr. 7 bij het Verdrag ter Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, gedaan te Straatsburg op 22 november 1984 (2812/1)

Overgezonden door de Senaat

<i>(Stemming/vote 3)</i>			
Ja	132		Oui
Nee	0		Non
Onthoudingen	0	Abstentions	
Totaal	132		Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.(2812/1)

29 Wetsontwerp betreffende de toetreding van België tot het Protocol van 1988 aangaande het Internationaal Verdrag van 1974 voor de beveiliging van mensenlevens op zee, gedaan te Londen op 11 november 1988 (2813/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 3)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.(2813/1)

30 Wetsontwerp houdende instemming met het Burgerlijk Verdrag inzake corruptie, gedaan te Straatsburg op 4 november 1999 (2814/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 3)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.(2814/1)

31 Wetsontwerp houdende instemming met het Tweede Aanvullend Protocol, ondertekend te Brussel op 11 oktober 2004, tot wijziging van de Overeenkomst tussen België en Italië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting op het gebied van belastingen naar het inkomen, en van het Slotprotocol, ondertekend te Rome op 29 april 1983 (2815/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 3)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.(2815/1)

32 Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol houdende wijziging van het Verdrag betreffende het internationale spoorwegvervoer (COTIF) van 9 mei 1980, gedaan te Vilnius op 3 juni 1999 (2816/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 3)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

33 Wetsontwerp houdende instemming met het Bilateraal Akkoord over wederzijdse administratieve bijstand op het gebied van de douane tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Madagaskar, ondertekend te Brussel op 26 februari 2003 (2817/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming 3)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

34 Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Mauritius inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Brussel op 30 november 2005 (2818/1)

Overgezonden door de Senaat

(Stemming/vote 4)		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

34.01 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Zoals gewoonlijk zullen wij nagaan of er een controle is op de sociale en de milieuclausules.

De **voorzitter**: Maar u heeft Madagascar laten passeren!

34.02 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Het akkoord met Madagascar bevat zo'n clause, de overeenkomst met Mauritius niet.

35 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan personen met een handicap (2772/4)

(Stemming/vote 5)		
Ja	132	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	132	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

36 Wetsontwerp houdende diverse bepalingen met het oog op de integratie van de kleine risico's in de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging voor de zelfstandigen (2764/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming 5)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

37 **Goedkeuring van de agenda**

Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerpagenda die de Conferentie van voorzitters u voorstelt.

Geen bezwaar? *(Nee)*

Het voorstel is aangenomen.

De vergadering wordt gesloten om 17.17 uur. Volgende vergadering donderdag 25 januari 2007 om 14.15 uur.